

la Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE REVOLUTIONNAIRE
Fondée par **Pierre MONATTE** en 1925

Au pays où les ouvriers sont garrottés

par Raymond GUILLORE

La révolution permanente

par Alfred ROSMER

Où en est l'économie chinoise

par Robert LOUZON

Le prolétariat est-il en décroissance
relative ?

par Urbain THEVENON

Apologie du gaullisme par
deux ex-staliniens

par Roger HAGNAUER

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue syndicaliste révolutionnaire
(mensuelle)

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE - ALGERIE

Six mois 8 F
Un an 15 F

EXTERIEUR

Six mois 10 F
Un an 18 F

Le numéro : 1,50 F

ADRESSER LA CORRESPONDANCE

concernant la Rédaction
et l'Administration à la
Révolution prolétarienne

14, rue de Tracy — PARIS (2^e)
Téléphone : CENTRAL 17-08

PERMANENCE

Les jeudis de 18 h. à 19 h.
Les samedis de 17 h. à 19 h.

UTILISER POUR LES ENVOIS DE FONDS

notre compte chèques postaux
Révolution prolétarienne 734-99 Paris

Sommaire du N° 486 - Septembre 1963

Au pays où les ouvriers sont garrotés	R. GUILLORE
Est-ce vrai ?	
C'était vrai !	
Les Asturies en grève	XXX.
La Révolution permanente	A. ROSMER
Une naïveté édifiante.	
Dégel intellectuel en U.R.S.S.	R. H.
Chronique de l'Union des syndicalistes :	
Reconnaissance de la section syndicale	
d'entreprise. — Khrouchtchev et les	
conseils ouvriers de Yougoslavie	R. G.
La voix des syndicalistes de la Loire : La	
lutte est ouverte pour la défense des	
salaires et des conquêtes sociales. —	
Quelques chiffres sur les salaires et les	
prix. — La population en France. — Dé-	
mocratie et pouvoir. — La concentration	
capitaliste dans la Loire.	
Notes d'économie et de politique: Khroucht-	
chev tire les conséquences de son infé-	
riorité en fusées. — Les dangers de la	
fin de la guerre froide. — Où en est l'éco-	
nomie chinoise ? — Où en est l'économie	
cubaine ? — Le comble du crétinisme. —	
La dernière saloperie de Khrouchtchev.	
— 600.000 salariés de plus en un an ..	R. LOUZON
Le prolétariat est-il en décroissance rela-	
tive ?	U. THEVENON
Parmi nos lettres : Sur Cuba (Delsol). —	
Sur l'objection de conscience (G. Walu-	
sinski). — Défense de l'esperanto (Cau-	
bel).	
Apologie du gaullisme par deux ex-stall-	
niens	R. HAGNAUER
Lettre du Paraguay.	
Lettre de Bolivie	L'ITINERANT

ENTRE NOUS...

Les difficultés ordinaires de la R.P. s'alourdissent toujours à la fin des vacances. D'abord parce que la suppression d'un numéro nous gêne d'autant plus que certains de nos amis profitent de leurs loisirs pour rédiger les papiers auxquels ils avaient pensé avant leur départ. Ensuite parce que l'actualité n'est pas demeurée « vacante » pendant ces deux mois.

Sur le plan national on prépare les rendez-vous d'octobre... qui pourraient bien être avancés. Le plan anti-hausse du gouvernement appelle l'attention des militants. D'abord parce qu'il s'oriente vers une sorte de dirigisme hypocrite des salaires, c'est-à-dire de compression du salaire réel. Ensuite parce qu'il importe de débattre sérieusement de cette question des prix à la consommation, non pas pour engager des campagnes vaines et démagogiques, semblables à celles qui dans le passé ont dévoyé le mouvement ouvrier. Mais pour chercher les bases et les moyens d'actions efficaces, menées par les Unions de syndicats, dont on a depuis si longtemps minimisé l'autorité et réduit les possibilités. Encore faut-il fixer la tendance. Ne pas accepter l'interdépendance automatique des prix et des salaires. Ne pas confondre la baisse des prix provoquée par les progrès techniques et l'élargissement de la consommation, avec la baisse des prix, signe de déflation, de dépression, de crise économique, d'aggravation de la misère des peuples sous-développés.

Nous voudrions aussi étudier sérieusement le problème des syndicats d'entreprise, en le liant à celui de l'organisation d'une réelle démocratie syndicale.

Sur le plan international, le conflit sino-russe, la tragédie de la classe ouvrière espagnole, l'évolution de l'Algérie et du Maroc, les troubles du Vietnam,

la lutte contre le racisme aux Etats-Unis et ailleurs, les mutations possibles du travaillisme anglais, sont apparus au premier plan de l'actualité. Et il reste tout ce qui demeure hors des faisceaux mouvants des projecteurs.

Cependant la double tâche d'une revue comme la nôtre : éclairage de l'actualité et examen des problèmes permanents, nous oblige toujours à la recherche d'un difficile équilibre. Nous nous en tirons, plus ou moins bien, en demandant à l'Histoire de faciliter l'étude du présent. Jamais nous n'aurons aussi bien réussi qu'en ce numéro avec la publication de l'introduction d'Alfred Rosmer à l'œuvre monumentale de Léon Trotsky. En la lisant, nos lecteurs comprendront mieux sans doute certaines controverses d'aujourd'hui où les compilations idéologiques traduisent des tendances profondes et des réalités concrètes.

C'est qu'il faudrait enfin, sans pouvoir, ni vouloir conclure, discuter franchement, pleinement, complètement, des objectifs, des buts, des fins du mouvement ouvrier et des expériences révolutionnaires. Pour cela, il ne faut pas craindre des exposés suffisamment amples et nourris. Et nous regrettons de remettre au prochain numéro la publication d'une remarquable étude de notre camarade P. Rimbart : « Pour un nouveau manifeste socialiste ».

C'est que l'on pouvait espérer sortir un numéro double, après les vacances. Hélas ! le cuisinier propose... et l'administration dispose. Ou plutôt nos amis qui nous proposent de substantielles nourritures (et que nous appellerons bientôt à en discuter avec nous) disposent aussi des moyens d'élargir le contenant.

Ont-ils pensé à la rentrée de la R.P., à la solution des problèmes financiers que pose l'existence de la R.P., qui ont été quelque peu négligés durant les vacances ?

Au pays où les ouvriers sont garrottés

Vacances en Espagne

Les touristes étrangers, les Français notamment, étaient nombreux cette année en Espagne. On est sûr d'y trouver du soleil et la vie à meilleur compte. On n'est pas obligé d'y rencontrer la misère et l'oppression ; et si on les voit néanmoins, on peut toujours tourner la tête. Nos mots d'ordre de boycottage ne sont peut-être pas tout à fait sans écho. Mais il faut prendre des vacances, et les vacances ne sont pas faites pour se créer de nouveaux troubles de conscience. Ce mois d'août espagnol a été pourtant dur à supporter.

Vers le milieu du mois, deux hommes, deux jeunes hommes de trente ans, les camarades Granados et Delgado ont été mis à mort. Ils ont été étranglés, lentement, par le garrot. Ce jour-là, dans le golfe de Biscaye, le chef des étran-gleurs s'occupait à tuer des cachalots. Heureux ceux qui, pour la tranquillité de leurs vacances, ne lisent les journaux, ni n'écoutent la radio !

Peu après cet assassinat, qui ne fut même pas perpétré « dans les formes » (je veux dire : les formes légales), les mineurs se mettaient en grève dans la vieille province ouvrière des Asturies. 20.000 mineurs cessaient le travail, non pas seulement pour obtenir des salaires moins misérables, mais — tous les observateurs s'accordent à le noter — pour briser le carcan des syndicats dits « verticaux » (on devrait plutôt dire : à genoux, ou allongés), pour revendiquer la liberté d'association syndicale, pour des syndicats ouvriers indépendants.

Le soleil qui brille sur ce cap ibérique de l'Europe (l'Europe de la liberté !) brûle aujourd'hui une terre de misère et de malheur. Mais le sacrifice des camarades Granados et Delgado, comme le soulèvement silencieux

des mineurs des Asturies attestent, tragiquement, que l'espoir de la liberté n'est pas mort.

Il faut au moins que l'un et l'autre de ces deux événements trouvent l'écho de la solidarité ouvrière dans tous les autres pays. Une solidarité réelle, active.

Le sacrifice de Granados et Delgado

Il y a peu de temps que le militant communiste Julian Grimau a été fusillé en Espagne. Les organisations ouvrières de France nous ont appelés alors à un mouvement de protestation auquel nous avons pris part. Comment ne serions-nous pas frappés, en regard de cette exaltation de la mort de Grimau, par le quasi silence observé devant l'exécution particulièrement atroce des jeunes camarades Granados et Delgado ! Ils font partie sans doute de ceux qu'il est permis de tuer. De bons apôtres nous diront peut-être qu'alors que Grimau a été condamné pour son activité pendant la guerre civile ouverte, Granados et Delgado l'ont été pour leur participation à un attentat récent, autrement dit qu'il y a un temps où l'attentat est officialisé. Les conditions mêmes dans lesquelles s'est déroulé le procès à huis clos ne permettent à personne de dire quel pourrait être le degré de « culpabilité » des deux jeunes sacrifiés. Les étran-gleurs de Madrid ont bien voulu communiquer, plusieurs semaines après l'exécution sauvage du soi-disant jugement, que les deux victimes avaient été condamnées parce qu'elles préparaient un attentat contre Franco. C'est renier alors le prétexte du prétendu jugement, c'est avouer que Granados et Delgado n'ont été tués que pour l'intention qu'ils auraient eue d'exécuter l'affreux et sanglant tyranneau.

Est-ce vrai ?

Quelques semaines après la mise à mort des camarades Granados et Delgado, au moment même où se développe la grève des Asturies contre les pseudo-syndicats dits « verticaux », voici ce que nous annonçait une dépêche de l'Agence France-Presse, issue de Madrid, reproduite dans « Le Figaro » du 29 août, et aussi dans « Le Monde » :

« Huit syndicalistes soviétiques se rendraient prochainement en Espagne pour y étudier le système du syndicalisme vertical, apprend-on à Madrid de bonne source. Leur voyage aura probablement lieu en octobre ou novembre, après la signature par l'Espagne du traité de Moscou sur l'interdiction limitée des explosions nucléaires.

« Selon la même source, l'U.R.S.S. avait, il y a une dizaine de mois, suggéré, par l'intermédiaire de l'U.N.E.S.C.O., l'envoi de ces huit syndicalistes. Il ne serait pas impossible, pense-t-on à Madrid, que huit syndicalistes espagnols se rendent en U.R.S.S. pour y étudier le système syndical soviétique. »

Nous le disons tout de suite : nous ne voulons pas croire à cette information. Nous avons certes vu bien des choses, bien des revirements et des reniements, mais cela, non ! cela, nous le jugeons impossible. Des accords de gouvernements, passe encore. Ils nous sont étrangers. Mais, cette intronisation, en ce moment, de l'anti-syndicalisme de Franco, cet essai de « dédouanage » de Franco, non ! l'ignominie serait trop intolérable et — nous l'espérons — pas seulement pour nous.

Il nous faut bien pourtant poser la question : est-ce vrai ? puisqu'à notre connaissance aucun démenti n'est venu, à la date où nous écrivons, dénoncer cette dépêche comme un faux et une provocation.

Nous ne sommes pas rassurés par la déclaration du Parti Communiste d'Espagne, parue dans « L'Humanité » du 2 septembre et qui prend position contre les dirigeants chinois. Nous n'y trouvons aucune allusion à cette « information » franquiste. Nous y lisons seulement des phrases d'ordre général du type de celle-ci : « Le peuple espagnol, engagé dans une dure bataille contre la dictature du général Franco, sait par sa propre expérience que les progrès de la coexistence pacifique, de la détente internationale, accentuent la décomposition du régime franquiste et stimulent en revanche les forces de l'opposition qui luttent pour établir une situation démocratique dans notre pays. »

On conviendra qu'il y a là au moins de la « modération ». Faudra-t-il attendre « octobre ou novembre », selon les termes de la dépêche de l'agence France-Presse, pour savoir si un nouveau crime contre la classe ouvrière est en train de se perpétrer ? Encore une fois, est-ce vrai ?

Il faut rapprocher de cette « information » celle dont parle Robert Louzon dans ses notes de ce numéro : est-il vrai aussi que l'U.R.S.S. rend au gouvernement de Franco l'or de la république espagnole ?

Il en est aussi qui profiteront de l'occasion pour nous rappeler qu'ils sont contre l'attentat individuel, en toutes circonstances. Ici, nous sommes contre, en principe. Il n'est pas facile de choisir le moment où l'on peut dire : « tu peux tuer cet homme ! » Mais... Je préfère répliquer sous cette forme : qu'auriez-vous dit, il y a vingt ans, d'un homme qui se serait sacrifié pour exécuter Hitler ? Vous auriez dit qu'il était un héros. Si les militaires allemands avaient, en 1944, réussi leur attentat contre Hitler, ils seraient aujourd'hui à l'honneur, et aux honneurs. Dans notre échelle des valeurs humaines, le sacrifice des camarades Granados et Delgado fait d'eux des héros de la cause de la liberté.

Ce sont sans doute encore les vacances qui sont responsables de cette absence de réplique ouvrière que l'on a pu déplorer, au moins dans notre pays. Nous avons pu seulement noter des adresses de protestation de Force Ouvrière, de la Confédération Internationale des Syndicats Libres, de la C.F.T.C. Dans d'autres pays, des manifestations violentes ont eu lieu, en Amérique du Sud notamment. En Italie, une courte, mais vigoureuse manifestation s'est produite à l'occasion de la présentation officielle, au Festival de Venise, du film espagnol intitulé — par pure coïncidence — « Le Bourreau ».

C'est trop peu, non pour l'honneur des camarades Granados et Delgado, mais pour le nôtre. Quelque nationalisme aidant, peut-être faut-il espérer une expression plus vivante de solidarité pour trois nouvelles victimes promises à la sauvagerie franquiste ? Ce sont trois jeunes Français cette fois : Alain Pecunia, Bernard Ferri et Guy Batoux. Arrêtés en avril dernier en Espagne, ils doivent comparaître bientôt devant un Conseil de guerre de Madrid sous l'inculpation d'attentat contre la sûreté de l'Etat. Ceux-là aussi seront-ils garrotés, ou emprisonnés pour de longues années ?

Mais pourquoi Franco se gênerait-il ? Ne lui fait-on pas des avances et des grâces ? Ne sol-

licite-t-on pas sa signature au bas des accords de Moscou ?

La grève des Asturies, un exemple et un symbole

Quant à la grève massive qui, au moment où ces lignes sont écrites, s'étend encore dans les provinces des Asturies et de Leon, elle est un exemple : elle prouve toute la valeur et la force de l'action directe ouvrière, même dans les conditions de la dictature et de l'oppression. Il est significatif que, dans ce pays-là, ce soient aussi les mineurs qui affrontent le pouvoir et le battent en brèche. Il est significatif que les mineurs asturiens, héritiers d'une belle tradition, répondent par l'action aux mots d'ordre de l'Alliance syndicale ouvrière, U.G.T. et C.N.T. C'est un symbole que cette action ferme et tranquille soit menée pour les libertés syndicales, pour le syndicalisme indépendant, contre des syndicats « intégrés », auxiliaires du patronat et du pouvoir. Partout — quel que soit le pouvoir — la révolte ouvrière, condition et agent d'une nouvelle révolution prolétarienne, partira de là.

RAYMOND GUILLORE.

C'était vrai !!

Nous apprenons en dernière minute qu'une dépêche de *Moscou* en date du 9 septembre annonce :

« Un porte-parole du siège des syndicats à Moscou a annoncé aujourd'hui que la visite prévue pour la semaine prochaine d'une délégation soviétique en Espagne avait été ajournée.

« La centrale syndicale espagnole qui l'avait invitée a été avisée par câble de cette décision, due à l'impossibilité pour les délégués de se rendre actuellement à l'étranger, en raison de la préparation du prochain congrès des syndicats soviétiques. »

LES ASTURIES EN GRÈVE

Peut-on se demander, parmi tant de difficultés, dans des circonstances aussi défavorables que celles où il faut vivre sous le régime espagnol, quelles sont les raisons profondes qui apportent aux mineurs des Asturies, à 15.000 « gueules noires », assez de force de conviction pour poursuivre leur mouvement avec une ténacité si exemplaire.

Les grèves de 1962 ont été payantes en principe. Les conventions collectives signées à la suite de cette action revendicative apportèrent des améliorations, selon les cas, de l'ordre de 50 à 80 %. Mais ces conquêtes furent par la suite réduites par la suppression de certaines primes et par la montée considérable du coût de la vie.

La détérioration du pouvoir d'achat des travailleurs est en soi un motif concret de protestation mais, à présent, la grève a pour but essentiel de briser le syndicat « vertical ». Le prétexte a été le refus de la troisième semaine de congé payé, mais l'arrêt du travail et toute espèce de mot d'ordre ont été donnés officiellement, en dehors du syndicat, et la grève, loin d'être un fait provoqué subitement pour telle ou telle circonstance, a été préparée et réfléchie depuis déjà quelques mois, et sa première manifestation, pour ainsi dire, a eu

lieu au mois de mai, à la veille des élections d'« en-laces » syndicaux (délégués d'entreprise) ; à cette occasion, une profusion de tracts appelait les travailleurs à s'abstenir à cette farce des élections.

Un élément essentiel, dans le déroulement du conflit est l'Alliance syndicale. Les Asturies ont connu en 1934 un fait révolutionnaire d'une ampleur considérable : pendant un mois la Commune Asturienne a été proclamée. La sauvage répression et la cruauté sadique du franquisme n'ont anéanti en rien cette conscience de classe acquise sous le feu des grenades par les mineurs qui furent, à l'époque, les réalisateurs de cette épopée et si l'intégration dans les syndicats classiques, U.G.T., de tendance socialiste, et C.N.T. d'orientation libertaire, reste réduite aux vieux militants, l'Alliance Syndicale C.N.T.-U.G.T., en dehors de toute position partisane, réveille l'esprit de lutte de la classe ouvrière.

En bref, l'action résolue du mouvement de grève des Asturies trouve son efficacité dans le caractère strictement ouvrier de l'Alliance Syndicale, qui face aux « syndicats » de la Phalange, a su donner aux travailleurs de cette région la conscience de leur force.

XXX.

LA RÉVOLUTION PERMANENTE

Les Editions de Minuit publient dans la collection « Arguments » quatre ouvrages de Léon Trotsky — que les anciens ont peut-être lus et peut-être oubliés, que les jeunes ignorent — qui éclairent la lutte menée de 1923 à 1936, par le grand révolutionnaire contre la dégénérescence du bolchevisme et la contre-révolution stalinienne. Nous aurons certainement l'occasion de rendre compte de ces documents historiques, essentiels.

Mais le volume s'ouvre par une introduction d'Alfred Rosmer, le doyen du noyau de la R.P., que nous avons décidé de reproduire ici in-extenso.

Ce n'est pas seulement pour rendre hommage à l'un des nôtres, dont la constance et la lucidité demeurent exemplaires. Ce n'est pas — on s'en doute — pour affirmer une adhésion « inconditionnelle » au trotskysme. Mais la R.P., de 1925 à 1929 fut la seule tribune française ouverte à Léon Trotsky — la seule à porter à la connaissance des militants révolutionnaires, les thèses de l'opposition russe. Alfred Rosmer, aujourd'hui, s'élève au-dessus des positions dogmatiques et des polémiques subalternes. Il résume, définit et situe la thèse de la « Révolution permanente », que Marx a formulée, que Trotsky a illustrée et développée.

La R.P. reste fidèle à sa tradition constante en ouvrant le débat, par l'exposé honnête et complet des idées dont on doit débattre — non pas quoiqu'elles soient discutables, mais parce qu'elles sont discutables.

Ajoutons que si les ouvrages de Trotsky éclairent l'histoire de l'U.R.S.S., l'introduction de Rosmer actualise la thèse fondamentale de Trotsky et la porte au-delà des frontières de l'U.R.S.S. Et ce n'est pas là son moindre mérite.

L'idée de réunir en un seul volume les quatre ouvrages ici groupés appartient à la collection « Arguments ». Ecrits et publiés à des époques différentes, entre 1923 et 1936, *Cours nouveau, La révolution défigurée, La révolution permanente, La révolution trahie*, sont aujourd'hui épuisés ou malaisés à se procurer ; leur réimpression est donc bien venue, et si tout d'abord leur regroupement surprend, on constate bien vite que le lien qui les unit, c'est précisément la théorie de la révolution permanente, aujourd'hui plus que jamais à l'ordre du jour ; formulée ou non, elle est toujours présente. Le grand intérêt d'avoir groupé ces ouvrages, c'est qu'il va être désormais commode de pénétrer à fond une certaine conception de la Révolution russe et de la révolution tout court, de la suivre dans tous ses développements, de la dégager des polémiques systématiquement déformantes, de lui donner son plein sens.

Son histoire comprend deux périodes bien distinctes : la première part de 1905 (1), quand Trotsky la reprend de Marx en la précisant, lui incorporant les leçons de l'expérience, conformément aux situations nouvelles, pour l'appliquer aux problèmes de l'heure, jusqu'en 1917 où l'insurrection d'Octobre lui donnera sa justification, sa consécration. Durant ces douze années, elle sera l'objet de fréquentes discussions, vives et souvent âpres, comme toutes les polémiques qui mettent aux prises les représentants des diverses tendances du socialisme russe. Les mencheviks la dénoncent comme une utopie dangereuse ; ils s'en tiennent au schéma simpliste selon lequel la révolution en Russie doit passer par une phase démocratique, la bourgeoisie exerçant le pouvoir, tandis que le prolétariat mettra à profit les libertés démocratiques afin de parfaire son éducation politique et acquérir la maturité nécessaire pour prendre le pouvoir et évincer la bourgeoisie. La critique des bolche-

viks est toute différente ; ils sont d'accord avec Trotsky pour écarter la phase bourgeoise de la révolution, mais rejettent sa formule de dictature du prolétariat, lui reprochant de ne pas tenir compte de la paysannerie dans un pays où elle forme la partie de beaucoup la plus nombreuse de sa population ; en conséquence leur mot d'ordre sera : dictature démocratique du prolétariat et de la paysannerie. Quant aux socialistes-révolutionnaires, s'appuyant exclusivement sur les paysans, ils repoussent complètement la formule de dictature du prolétariat, même sous sa forme léniniste.

Discussions passionnées : pour les socialistes russes la révolution est un problème concret et actuel, le grand problème ; le tsarisme va s'effondrer dans l'ignominie d'un régime pourri, la révolution sociale est à l'ordre du jour, et il faut savoir dès maintenant par quoi on le remplacera : la classe ouvrière voudra-t-elle prendre le pouvoir ou se contentera-t-elle de former une sorte d'aile gauche du régime bourgeois ? Mais discussions honnêtes et fécondes où chaque participant défend son point de vue sans arrière-pensée. Trotsky et Lénine s'opposèrent, mais ce ne sera pas là la divergence essentielle qui empêchera leur lutte commune et elle s'effacera en Octobre.

A partir d'Octobre, la révolution permanente disparaît complètement des discussions et polémiques. Lénine et Trotsky, pleinement d'accord sur le caractère socialiste de la révolution, et, maintenant, sur la dictature du prolétariat, consacrent leurs efforts à la solution des lourds problèmes qu'ils ont devant eux : la défense de la Russie soviétique contre les Blancs et contre l'intervention des grandes puissances capitalistes, et la reconstruction du pays où la guerre impérialiste, puis la guerre civile ont accumulé les ruines.

Le point de départ de la seconde période n'est pas aussi précis parce qu'il se situe pendant la maladie de Lénine. C'est seulement lorsqu'il apparaît que Lénine est définitivement condamné que

(1) L'ouvrage de Trotsky publié sous ce titre sera prochainement réimprimé.

des polémiques vont reprendre, insidieusement d'abord, puis ouvertement, et revêtir un caractère croissant de violence, de mauvaise foi, de grossiers mensonges et de déformations. Il ne s'agira plus alors de discussions fécondes autour d'une conception fondamentale de la révolution, mais d'une campagne de dénigrement dirigée contre Trotsky, précisément par deux chefs bolcheviques, Zinoviev et Kamenev, qui ont flanché en octobre, et auxquels va s'adjoindre Staline, formant la troïka dont le premier objectif est l'élimination de Trotsky. C'est pour lui donner une apparence de lutte idéologique que la troïka déterre la révolution permanente et rappelle d'anciennes controverses : il faut montrer que Trotsky était contre Lénine.

Sur cette base déloyale, la critique stalinienne de la révolution permanente ne cessera de se développer, s'accompagnant d'odieuses manœuvres pour finir par des crimes aujourd'hui reconnus et dénoncés publiquement par les successeurs de Staline. Ils ont baptisé marxisme-léninisme la politique de grande puissance qui est désormais la leur. Mais en dehors d'eux, la révolution s'étend aujourd'hui partout dans le monde, en Chine et dans les jeunes Etats asiatiques et africains parvenus à l'indépendance. Ainsi, après une période initiale de discussions fécondes enrichissant le patrimoine de la classe ouvrière, la révolution permanente est ensevelie sous les mensonges staliens. Mais elle répond trop exactement aux situations présentes pour qu'elle ne surgisse pas d'elle-même, et aujourd'hui on la retrouve même dans des reportages de journalistes. Si en Chine on parle plutôt de révolution ininterrompue, il est clair qu'il ne s'agit que d'une différence de vocabulaire, peut-être seulement d'une question de traduction.

Le premier texte où Marx parle de révolution permanente se trouve dans son livre sur *La question juive* (écrit en 1843 et publié l'année suivante). Mais le texte essentiel est naturellement *l'Adresse du comité central de la Ligue des communistes*, lancée de Londres en mars 1950. C'est un document d'une importance capitale pour l'histoire du monde ouvrier en général et pour celle de la révolution permanente. Il fut longtemps ignoré en France où la première traduction fut publiée par le *Bulletin communiste* dans son numéro du 1^{er} juin 1923. Le traducteur, Marcel Ollivier, donne d'utiles précisions : saisi par la police allemande, il fut publié plusieurs fois en Allemagne (dans *Les conspirations communistes au XIX^e siècle* de Wermuth et Stirber, puis dans la troisième édition des *Révélations sur le procès des communistes de Cologne*, de Marx, en 1885). Il ne le fut jamais en France avant la traduction publiée par le *Bulletin communiste* et il semble qu'on ne le retrouve par la suite que dans le volume publié par l'éditeur Costes sur le procès de Cologne. Ces indications étaient rappelées récemment, en 1959, dans le numéro des *Correspondances socialistes internationales* pour présenter la reproduction intégrale du texte de M. Ollivier, il était à peine nécessaire d'en souligner l'actualité.

Le mouvement révolutionnaire qui secoua l'Europe en 1848 posa tous les problèmes de la révolution devant la classe ouvrière. Mais tandis que les prévisions formulées dans les circulaires du comité central de la Ligue en 1847, ainsi que dans le *Manifeste communiste*, se sont complètement réalisées, le rédacteur de *l'Adresse* constate que l'ancienne et solide organisation de la Ligue s'est considérablement relâchée ; alors que le parti démocratique, le parti de la petite bourgeoisie s'organisait peu à peu en Allemagne, le parti ouvrier

perdait son seul soutien, et tombait complètement sous l'influence et la domination des démocrates petits-bourgeois. C'est en se basant sur les expériences des deux années de révolutions, 1848 et 1849, que Marx rédigea *l'Adresse* comme un appel pressant aux membres de la Ligue pour les entraîner dans la bataille dont l'issue était encore douteuse. « Et d'abord, dit-il, il faut que la pleine indépendance de la classe ouvrière soit rétablie. » La conception de la révolution permanente paraît sortir en droite ligne de *l'Adresse*, non seulement parce que ce sont les termes mêmes de la conclusion mais parce que cette conception de la révolution s'y trouve décrite exactement et dans ses moindres détails, pour le présent et pour le lendemain de la prise du pouvoir par le prolétariat.

Marx était alors très optimiste sur les développements de la situation révolutionnaire, en quoi il se trompait ; mais si son erreur est celle de tous les révolutionnaires qui se jettent eux-mêmes dans la bataille et y appellent les ouvriers, il ne s'est pas trompé sur le fond, et les principes qu'il formula dans *l'Adresse* s'appliquent aujourd'hui et plus que jamais partout en Europe et aussi en Asie et en Afrique. Après avoir insisté sur l'indépendance du parti ouvrier, il dénonce « le rôle que les bourgeois libéraux allemands ont joué en 48 à l'égard du peuple ; ce rôle de traître, ce seront les démocrates petits-bourgeois qui le joueront dans la prochaine révolution. (...) Ce parti démocratique, bien plus dangereux pour les ouvriers que l'ancien parti libéral (...) ». Or, ce parti est très fort. « Il comprend non seulement la grande majorité des habitants bourgeois des villes, les petits marchands et les artisans, mais aussi les paysans et le prolétariat rural, aussi longtemps que ce dernier n'aura pas trouvé un appui auprès du prolétariat des villes (...). Les rapports du parti ouvrier révolutionnaire avec la démocratie petite-bourgeoise devront être les suivants ; il collaborera avec elle contre la fraction qu'il se propose de renverser, mais il s'opposera à elle pour tout ce qui concerne ses intérêts particuliers. (...) Alors que les démocrates petits-bourgeois s'efforceront de mettre fin le plus rapidement possible à la révolution (...), notre devoir et notre intérêt sont de la prolonger aussi longtemps que toutes les classes possédantes n'auront pas été écartées du pouvoir, que le prolétariat ne se sera pas emparé de la puissance de l'Etat et que l'association des ouvriers, non seulement dans un seul pays mais dans les principaux pays de la terre, ne sera pas tellement avancée que la concurrence des prolétaires aura cessé dans ces pays et que les forces productives les plus importantes auront été concentrées entre les mains du prolétariat. Il ne peut s'agir pour nous d'une simple transformation de la propriété privée, mais de sa suppression, d'atténuation des antagonismes de classe, mais de la disparition des classes, de l'amélioration de la société actuelle, mais de la fondation d'une nouvelle société. »

Dans la période où les démocrates sont dans l'opposition, « ils exhortent le prolétariat à l'union et à la réconciliation générales, ils lui offrent la main et s'efforcent de créer avec lui un grand parti d'opposition qui englobera toutes les nuances du parti démocratique, c'est-à-dire qu'ils s'efforcent d'entraîner les ouvriers dans un parti où domineront les grandes phases social-démocrates, derrière lesquelles se cachent leurs intérêts particuliers, et au sein duquel on écartera les propres revendications du prolétariat, pour l'amour de la paix. Une telle union ne servirait que leur intérêt au détriment de ceux du prolétariat ; le prolétariat y perdrait sa position indépendante si chèrement acquise et tomberait au niveau d'une frac-

tion de la démocratie bourgeoise. C'est pourquoi il faut repousser avec la dernière énergie une telle union. Tout au contraire, au lieu de s'abaisser à servir de suite aux démocrates bourgeois, les ouvriers, et en particulier la Ligue, devront travailler à créer, à côté du parti démocrate bourgeois, un parti ouvrier indépendant, à la fois public et clandestin, et à faire de toute localité un point de ralliement et un noyau d'associations ouvrières où l'on discutera en dehors de toute influence bourgeoise la position et les intérêts du prolétariat ». Pour le cas d'une lutte à mener contre un adversaire commun, « point n'est besoin d'une alliance formelle ». Si un tel cas se présente, les intérêts momentanés des deux partis s'accorderont d'eux-mêmes, et dans l'avenir comme dans le passé seule cette union momentanée se produira automatiquement.

Durant la bataille et immédiatement après, les ouvriers « doivent employer toutes leurs forces à entretenir le plus longtemps possible la flamme révolutionnaire. Loin de s'opposer aux prétendus excès, à l'exercice de la vengeance populaire contre des personnalités haïes ou des édifices publics auxquels ne se rattachent que des souvenirs odieux, ils doivent non seulement approuver l'exercice de cette vengeance, mais en prendre eux-mêmes la direction. A côté des organes officiels du gouvernement, ils doivent établir leurs propres organes ouvriers, soit sous la forme de conseils de districts, soit sous la forme de clubs ou de comités ouvriers, afin que les organes du gouvernement démocrate bourgeois, non seulement perdent tout appui chez les ouvriers mais soient soumis au contrôle et à la surveillance d'organes s'appuyant sur les masses ouvrières. En un mot, dès le lendemain de la victoire la méfiance des ouvriers ne doit plus être dirigée contre le parti vaincu mais contre son ancien allié, contre le parti qui prétend exploiter à son profit exclusif la victoire commune. Mais pour pouvoir s'opposer énergiquement (...) à ce parti, dont la trahison à l'égard des ouvriers se manifesterait dès le lendemain de la victoire, les ouvriers devront être armés et organisés. L'armement du prolétariat tout entier devra être entrepris immédiatement afin de s'opposer à la reconstitution de la vieille garde civique dirigée contre les ouvriers. Là où ce ne sera pas possible, les ouvriers devront s'organiser indépendamment en garde prolétarienne avec des chefs choisis par eux, sous les ordres non plus de l'Etat mais des conseils révolutionnaires formés par le prolétariat. (...) Les armes et les munitions ne devront être abandonnées sous aucun prétexte. »

Aux élections qui suivront la chute du régime actuel pour l'instauration d'une Assemblée constituante, les ouvriers devront avoir partout leurs propres candidats « pour sauvegarder leur indépendance, mesurer leurs forces et faire connaître publiquement leur position révolutionnaire et leur point de vue de parti. Ils ne devront pas se laisser égarer par les objurgations des démocrates, leur reprochant, par exemple, de diviser le parti d'opposition démocrate et de faciliter la victoire de la réaction. (...) Les progrès que le parti prolétarien réalisera du fait de son action indépendante sont infiniment plus importants que les inconvénients que comporte la présence de quelques réactionnaires au sein du Parlement ».

Le premier conflit entre les ouvriers et les démocrates bourgeois sera provoqué par la question agraire ; ceux-ci, répétant ce que leurs prédécesseurs ont fait pendant la Révolution française, créeront par le partage des terres féodales une classe de paysans petits-bourgeois, laissant subsister un prolétariat rural. « Les ouvriers devront s'opposer à ce plan, dans l'intérêt de ce prolé-

ariat rural et dans leur propre intérêt. Ils devront exiger que les terres confisquées restent biens d'Etat et soient transformées en colonies ouvrières, que le prolétariat agricole associé exploitera en employant les méthodes de la grande culture. (...) Les ouvriers devront s'unir avec le prolétariat agricole comme les démocrates s'unissent avec les paysans propriétaires. » Quant au caractère du nouveau régime républicain, « de même qu'en France en 1793, la centralisation la plus sévère s'imposera au parti révolutionnaire ».

Enfin la conclusion : « Les ouvriers allemands doivent contribuer eux-mêmes au maximum à leur victoire finale, en prenant conscience de leurs intérêts de classe, en se posant aussi rapidement que possible en parti indépendant, sans se laisser détourner un seul instant par des phrases hypocrites des démocrates petits-bourgeois de l'organisation autonome du parti du prolétariat. Leur cri de guerre doit être : la révolution en permanence ! » (1).

J'ai puisé largement dans cette Adresse ; c'est un texte si important qu'il faudrait le rappeler souvent et chaque fois qu'une bataille ouvrière se prépare, qu'il devient clair qu'une situation révolutionnaire mûrit et qu'un heurt est proche entre le prolétariat et la classe qui détient le pouvoir. Pour ce qui est de l'objet de ce livre, il présente un intérêt particulier ; toutes les caractéristiques essentielles de la révolution permanente s'y trouvent affirmées et décrites avec un maximum de précision et de clarté. C'est d'abord la pleine indépendance du parti politique de la classe ouvrière à l'égard des autres formations politiques et surtout des petits bourgeois libéraux : ou ils abandonnent les ouvriers dans la lutte, ou s'ils triomphent et montent au pouvoir, ils se retournent contre les travailleurs. Si même les circonstances les amènent à mener un combat, à côté des libéraux, contre un ennemi commun, ils doivent refuser énergiquement toute alliance formelle avec leurs partenaires d'un jour ; elle effacerait les caractères de classe et ne pourrait que troubler la classe ouvrière ; au surplus elle ne serait ni utile ni nécessaire pour donner à l'action commune entreprise le maximum d'efficacité (les accords conclus en France entre le parti socialiste et la Confédération générale du travail contre les menaces de guerre, la campagne menée contre le retour aux

(1) Revenant sur ce sujet dans un livre publié en 1850, *Les luttes de classe en France*, Marx écrivait : « Le prolétariat se groupe de plus en plus autour du socialisme révolutionnaire, autour du communisme pour lequel la bourgeoisie elle-même a inventé le nom de Blanqui ; ce socialisme, c'est la *déclaration de la révolution en permanence*, la dictature de classe du prolétariat, comme point de transition nécessaire pour arriver à la suppression des différences de classes en général, à la suppression de tous les rapports de production sur lesquels elles reposent, à la suppression de toutes les relations sociales qui correspondent à ces rapports de production, au bouleversement de toutes les idées qui découlent de ces relations sociales. » D'autre part, l'article premier des Statuts de la Société universelle des communistes révolutionnaires (signés par Marx, Engels, A. Willich, G. Vidil, J. Harney, Adam) était ainsi libellé : « Le but de l'Association est la déchéance de toutes les classes privilégiées, la sujétion de ces classes à la dictature des prolétaires en maintenant la révolution en permanence jusqu'à la réalisation du communisme, qui doit être la dernière forme de constitution de la famille humaine » (avril 1850). Ce statuts furent brûlés dans la maison d'Engels, en présence de Marx, Adam, Vidil et Harney, le 8 octobre 1850, la Société étant déclarée dissoute.

trois années de service militaire étaient une application correcte de cette tactique). Il faut entretenir la flamme révolutionnaire et continuer la révolution aussi longtemps que les classes possédantes n'auront pas été écartées du pouvoir. Car le parti ouvrier ne se propose pas d'atténuer les antagonismes de classe ; ce qu'il veut, c'est la destruction des classes. Les soviets — sans le nom — seront créés et développés, à côté des organismes gouvernementaux, pour les contrôler ; les ouvriers seront armés et organisés dans une milice ouvrière.

Trotsky connut tôt *l'Adresse*, sinon dans son intégralité, au moins en ses parties essentielles ; à dix-huit ans, il avait déjà tout lu de la littérature socialiste alors accessible dans la région d'Odessa, et plus tard, au cours des polémiques qui se déroulèrent autour de la révolution permanente, il ne manquait pas de rappeler à ses adversaires — qui assez souvent l'ignoraient — que cette conception et son nom n'étaient pas de lui mais de Marx. Mais il n'est pas téméraire d'affirmer qu'il y sera venu de son propre mouvement, tant le militant y trouvait, dès qu'il fut gagné au marxisme, les idées auxquelles l'avaient amené l'étude et son expérience des batailles ouvrières, et qui s'adaptait si bien à son caractère et à son tempérament.

C'est pourtant ce caractère volontaire et ce tempérament énergique qui le firent pendant un temps se débattre contre une « théorie desséchante qui ne laissait nulle place à l'individu ». Quand il avait quitté son village et la ferme familiale pour aller à Odessa poursuivre ses études, il n'avait que de vagues aspirations humanitaires et républicaines, que renforça le libéralisme du parent chez qui il avait été placé. C'est au cours de ses pérégrinations ultérieures entre Odessa et Nikolaïev qu'il rencontra un homme qui allait l'aider à faire son éducation socialiste.

Très jeune, Trotsky eut à prendre de graves décisions ; il poursuivait à l'université des études qui s'annonçaient brillantes, montrant des dons exceptionnels pour les mathématiques. En même temps, ses yeux s'étaient ouverts sur des problèmes pour lui tout nouveaux. Venu de sa ferme familiale, il avait été installé chez un oncle ; la famille était d'opinions libérales, l'oncle était éditeur, la maison était pleine de livres dans lesquels le petit campagnard assoiffé de savoir puisait largement ; il fit alors connaissance avec le libéralisme britannique, dévorant les ouvrages de John Stuart Mill, de Spencer, s'emballant un temps pour Bentham. Mais c'est, un peu plus tard, à Nikolaïev, qu'il fit la rencontre qui allait hâter sa formation politique. Le populisme était alors à son déclin mais il avait laissé partout des traces profondes, le souvenir était encore très vivace de tant d'hommes et de femmes qui avaient courageusement donné leur vie pour la cause. La cabane d'un jardinier était alors le lieu de rencontre de quelques-uns des vétérans du mouvement, de jeunes ouvriers et d'étudiants ; on y discutait avec ardeur et passion des événements, des idées ; on y était à la recherche d'un idéal nouveau. Ce jardinier peu banal, aussi intéressé à la poussée du socialisme qu'à celle de ses légumes et de ses fruits, était d'origine tchèque. Chvigozsky parlait allemand et d'autres langues, recevait des publications du dehors, alimentant ainsi les discussions et surtout ouvrant des fenêtres sur l'Occident.

C'est dans cette cabane qu'un jour, survenant à l'improviste, le fermier d'Ivanovka tomba sur son fils. Deux caractères se heurtent, l'ordinaire conflit entre père et fils, explication véhémement à laquelle le père met vite un terme par l'ultimatum traditionnel : retour à l'université, sinon plus de subsides. Le pas décisif est fait. Sans doute n'aurait-il pas été impossible de concilier le « jardin

de Chvigozsky » et l'université — un habitué est allé faire sa médecine à Kiev et revient au Jardin aux vacances — mais Trotsky détestera toujours cette sorte de « socialisme du dimanche » ; il faut se donner tout entier. A son camarade, il répondra : « La foi sans l'acte est une foi morte. »

Dès lors sa vie sera celle des « révolutionnaires professionnels », des jeunes hommes qui se jettent dans la mêlée ; par des leçons il gagnera, plus ou moins bien, ce qui est indispensable, et durant toute une année, il va être en contact avec le mouvement ouvrier. La vie qu'on menait au Jardin était intéressante et passionnante ; cependant, surtout chez les jeunes, les discussions, se répétant, perdaient de leur intérêt, d'autant qu'un besoin d'action se faisait sentir ; on voulait faire quelque chose, mais quoi ? Le hasard d'une rencontre les mit en relations avec des ouvriers travaillant aux chantiers de construction navale. On trouva vite un aliment à l'activité impatiente. Les ouvriers exposaient leurs griefs, un des « jardiniers » les notait, rédigeait un tract qu'on tirait sur gélatine et distribuait abondamment en ville. Vers la même époque, le marxisme s'était introduit dans le Jardin sans y faire de grands progrès ; il n'y trouvait qu'un adepte, une jeune femme, Alexandra Ivanovna Sokolovskaïa, que Trotsky raillait et querrelait avec l'approbation de ses camarades. « Comment, disait-il, une jeune fille comme vous peut-elle défendre une théorie aussi desséchante, qui ne fait aucune place à l'individualité ? » (Individualité alors bien ignorante, dira plus tard Trotsky en racontant cette phase de sa formation politique.) L'action des Jardiniers parut au début si anodine que les autorités l'ignorèrent ou ne s'en soucièrent même pas, mais elle prit assez vite suffisamment d'ampleur pour les inquiéter ; Chvigozsky et ses Jardiniers furent arrêtés, incarcérés dans diverses prisons, mais se retrouvèrent tous à Moscou dans la prison de passage, sur le chemin de la Sibérie ; Trotsky et Alexandra Ivanovna se marièrent et partirent ensemble pour Oust-Kout. Durant ses deux dernières années d'emprisonnement solitaire, Trotsky avait eu le temps de meubler son individualité ; il avait beaucoup lu, entre autres les essais d'Antonio Labriola, qui l'avaient aidé à devenir marxiste.

Dans sa résidence sibérienne, Trotsky écrit beaucoup, collabore à une revue, acquiert une renommée littéraire, étudie les hommes et les événements en même temps qu'il participe aux controverses animées des déportés ; il dispose maintenant des écrits de tous les marxistes ; aussi est-il impatient de rencontrer leurs auteurs. Son évvasion l'amène en Europe ; répondant à l'appel de Lénine, il file droit sur Londres, s'arrêtant à peine à Zurich où vit Axelrod qui, après la scission, sera le leader des mencheviks, avec Martov et Dan, participe au second congrès du parti dont une décision va avoir de graves conséquences pour l'avenir du parti et du mouvement ouvrier et, incidemment, pour Trotsky lui-même. Car il ne peut pas admettre la cassure ni la façon dont elle s'est faite : il lui paraît impossible que la direction du parti s'ampute d'hommes que, jeune militant, il révère ; il aura de dures phrases pour dénoncer la « dictature de Lénine » auxquelles Lénine répondra plus durement encore ; on sent chez lui de l'irritation devant une obstination qu'il ne peut comprendre et qui prive le parti d'une force neuve qu'il a su apprécier dès la première rencontre à Londres, au point d'avoir voulu l'incorporer à l'équipe dirigeante de l'*Iskra*. Trotsky reste insensible, demeure sur la position de conciliateur, qui paraîtra si étrange, si peu conforme à l'idée qu'on se fait de lui à travers le caractère qu'on lui prête ; c'est à l'unité retrouvée

du parti qu'il veut travailler, jamais découragé, bien que les vaines tentatives se répètent. Il faudra la guerre de 1914 pour qu'il y renonce, abandonne alors de vieux camarades comme Tchkhéidze, mais cette fois les partis, tous les partis se brisent non plus sur la base de 1903 mais sur la guerre, entre défensistes — il y en a aussi chez les bolcheviks — et ceux qui dénoncent la guerre comme le conflit impérialiste sans cesse annoncé, et entendent demeurer fidèles à l'internationalisme prolétarien.

C'est sur ce point qu'une divergence fondamentale dressa, l'un contre l'autre, Lénine et Trotsky ; leurs conceptions alors différentes de ce que devrait être la révolution en Russie alimentèrent des polémiques et des discussions qui, celles-là, dépourvues de ce qu'il pouvait y avoir de personnel pour les autres, permettaient d'approfondir ce qui demeure le grand problème : par quoi remplacer le tsarisme pourrissant. Ici la position de Trotsky était très forte ; et le déroulement de l'action de la classe ouvrière la confirmait sans cesse. Il était seul contre les partis et les tendances socialistes, mais la confiance en soi lui venait de la précision avec laquelle il pouvait décrire les diverses conceptions de la Révolution russe. Un essai qu'il écrivit sur ce sujet et qui figure en appendice à son *Staline* (pp. 505-608) les expose si clairement que je ne peux mieux faire qu'en reproduire ici un court extrait :

« Le populisme, à la suite du slavophilisme, prenait son point de départ dans ses illusions sur des voies absolument originales de l'évolution de la Russie, évitant le capitalisme et la république bourgeoise. Le marxisme de Plekhanov concentrait ses efforts à prouver que les voies historiques de la Russie et de l'Occident étaient, en principe, identiques. Le programme qui en était né ignorait les particularités réelles, nullement mystiques, de la structure sociale et du développement révolutionnaire de la Russie. La conception menchevique de la révolution (...) se réduisait à ceci : la victoire de la révolution bourgeoise russe n'est concevable que sous la direction de la bourgeoisie libérale et doit lui remettre le pouvoir ; le régime démocratique permettra ensuite au prolétariat russe de rattraper, avec incomparablement plus de succès qu'auparavant, ses frères aînés de l'Occident dans la voie de la lutte pour le socialisme.

« La perspective de Lénine peut s'exprimer brièvement ainsi : la bourgeoisie russe en retard est incapable de mener sa propre révolution jusqu'au bout. La victoire complète de la révolution, au moyen de la « dictature démocratique du prolétariat et de la paysannerie » purgera le pays du médiévisme, donnera des rythmes américains au développement du capitalisme russe, renforcera le prolétariat à la ville et au village et ouvrira de larges possibilités de lutte pour le socialisme. D'autre part, la victoire de la Révolution russe donnera une forte impulsion à la révolution socialiste en Occident et cette dernière, non seulement préservera la Russie des dangers de restauration, mais encore permettra au prolétariat russe d'aborder la conquête du pouvoir dans un délai historique relativement bref.

« La perspective de la révolution permanente peut se résumer ainsi : la victoire complète de la révolution démocratique en Russie n'est concevable que sous la forme de la dictature du prolétariat s'appuyant sur la paysannerie. La dictature du prolétariat, qui mettra infailliblement à l'ordre du jour, non seulement les tâches démocratiques mais aussi les tâches socialistes, donnerait en même temps une forte impulsion à la révolution socialiste internationale. »

Répondant à une objection devenue courante plus tard, selon laquelle le programme de la dictature du prolétariat était « prématuré » en 1905, il fait remarquer que le programme de la dictature démocratique du prolétariat et de la paysannerie était tout aussi « prématuré ». C'est le rapport des forces qui rendait alors impossible la victoire de la révolution. Cependant, ajoute-t-il, « toutes les tendances révolutionnaires portaient de l'espoir en une victoire complète ; sans un tel espoir, une lutte révolutionnaire sans réserve eût été impossible. » Puis, précisant les désaccords, il les résume ainsi : « La perspective du menchevisme était radicalement fautive ; celle du bolchevisme n'était pas complète : elle indiquait correctement la direction générale de la lutte, mais elle caractérisait incorrectement ses étapes. Si le défaut de la perspective du bolchevisme ne se manifesta pas en 1905, c'est uniquement parce que la révolution elle-même ne continua pas à se développer. Par contre, au début de 1917, Lénine dut, en conflit direct avec les vieux cadres du parti, changer sa perspective. »

Trotsky a sur ce point un grand avantage sur la plupart de ses antagonistes ; comme eux il a tout lu et tout discuté mais plus qu'eux il est toujours resté en contact avec les travailleurs, entrant dans leur action dès son apprentissage dans le Jardin de Chvigovsky. Sa formation se développera à une allure exceptionnellement rapide, avec les « vacances » que le régime tsariste accorde généreusement aux révolutionnaires, la vie avec les déportés en Sibérie, son séjour en Occident où il rencontre ses aînés, les grands de la social-démocratie russe, Lénine, Martov, Axelrod, le congrès de Londres, les conférences en France et en Belgique, sa collaboration à l'*Iskra*, — toute son activité d'alors le confirme dans la justesse de son marxisme et lui permet d'enrichir la révolution permanente. L'année 1905, à partir du 9 janvier, quand Nicolas II accueillit par une fusillade la foule sans arme rassemblée par le pope Gapone, fut tout entière agitée par des grèves, par des manifestations sans cesse croissantes des masses révolutionnaires urbaines, tandis que les révoltes paysannes se répandaient comme le feu, préparant ainsi les soviets qui firent alors leur entrée dans l'histoire. « La classe ouvrière, écrit-il à cette époque, est le seul pouvoir vraiment révolutionnaire ; la bourgeoisie est faible et veule, incapable d'action ; les groupes d'intellectuels ne comptent pas ; la paysannerie est politiquement primitive, mais elle désire passionnément la terre. Après la victoire de la révolution, le pouvoir politique passe nécessairement aux mains de la classe qui a joué un rôle dirigeant dans la bataille, et c'est la classe ouvrière. Pour s'assurer un pouvoir permanent, la classe ouvrière devra amener à sa cause les masses paysannes, ce qui sera possible par la reconnaissance de tous les changements réalisés par les paysans à la campagne pendant la lutte révolutionnaire et par une législation agraire radicale. Une fois au pouvoir, le prolétariat apparaîtra au paysan comme son libérateur.

Un recueil d'essais écrits par Trotsky entre 1904 et 1917 montre admirablement la continuité de la révolution ; le grand bouleversement de 1917 fut accompli par les mêmes forces sociales et politiques qui s'étaient rencontrées dans les luttes de 1905 ; en les lisant, on a l'impression qu'ils discutent des problèmes actuels. En 1906, ils semblaient décrire un monde imaginaire ; aujourd'hui, c'est l'histoire de la Révolution russe qu'ils racontent. L'un d'eux, ayant pour titre *Bilan et perspectives*, et qui doit être réédité prochainement, est particulièrement important. Écrit au

début de 1906, en prison, peu de temps après le procès des militants du Soviet de Pétersbourg, il échappait si complètement au pessimisme et à la dépression engendrés par la récente défaite que les bolcheviks et mencheviks s'accordaient pour dire qu'il exprimait plutôt la foi inébranlable de son auteur dans l'avenir de la révolution en Russie qu'une analyse de la présente situation pour aboutir à un tableau descriptif de la dictature du prolétariat. Pourtant ce n'était pas la première fois que Trotsky anticipait l'événement ; avant le 9 janvier — une brochure fut publiée sous ce titre — il avait évoqué la tragédie et annoncé l'agitation révolutionnaire qui s'ensuivrait, et dans le cas présent, c'est l'histoire qui a montré qu'il ne s'agissait pas d'un rêve ; il faut reconnaître que, pour l'essentiel, le cours des événements a pris la direction prédite dans cet essai : Octobre a instauré la dictature du prolétariat, a fait perdre au parti libéral toute influence, la révolution est une révolution socialiste.

Quand on lit ces essais après *L'Adresse*, on est frappé par la similitude de vues ; parfois même les expressions sont identiques ; dans ce domaine aussi, il y a filiation, de Marx à Trotsky. Non qu'il s'agisse d'une copie, de conception simplement empruntée ; comme je l'ai dit plus haut, et essayé de la montrer, Trotsky devait arriver à la révolution permanente de son propre chef. Il y fut cependant aidé par un émigré russe, Parvus, qu'il avait rencontré en Allemagne où il militait dans la gauche de la social-démocratie ; c'était un homme remarquablement intelligent, ainsi que Trotsky se plaisait à le rappeler ; contre toute attente, il sombra en août 1914, mettant toutes ses capacités au service de l'impérialisme allemand.

L'effondrement du tsarisme va mettre à l'épreuve la théorie de la révolution permanente exposée par Marx dans *L'Adresse* dès 1848, reprise et développée par Trotsky de 1905 à 1917 ; le déroulement des événements la confirmera de point en point. Lénine à Zurich et Trotsky à New-York proclament en même temps la révolution socialiste ; des soviets surgissent partout, doublant les institutions gouvernementales ; les libéraux, avec Milioukov, sont éliminés dès avril ; Lénine défend vigoureusement l'indépendance totale du parti et impose ses vues à ceux des autres dirigeants bolcheviques qui voulaient intégrer le parti au gouvernement provisoire, se bornant à en être la gauche ; les ouvriers sont armés ; l'intervention des bourgeois capitalistes rend plus ardent le soutien accordé aux bolcheviks, qui conquièrent progressivement la majorité dans les soviets ; en octobre, la dictature du prolétariat triomphe selon la conception qu'en a donnée Trotsky et à laquelle Lénine s'est rallié. Le programme de *L'Adresse* s'est réalisé pleinement, sauf sur un point, celui qui concerne la paysannerie. Le retard de la révolution en Occident, les ruines accumulées provoquées par la guerre impérialiste puis par les contre-révolutionnaires au dedans sont telles qu'une concession est faite aux paysans : ils pourront se répartir les terres mais à côté d'eux des sovkhoses seront édifiés sur les grands domaines, qui prépareront la collectivisation ajournée et dans le présent enseigneront aux paysans les méthodes modernes de culture.

L'histoire de la révolution permanente en Russie devrait s'arrêter ici ; elle n'a plus d'objet, on n'en trouve plus trace dans les discours ni dans les écrits ; les grands problèmes sont ceux de la reconstruction. Quand elle resurgira, en 1924, ce ne sera plus pour elle-même, pour discuter de ses mérites ou de ses défauts, mais uniquement pour rappeler les anciennes controverses ; car ce dont

il s'agit alors, ce n'est plus que d'allonger la liste des désaccords qui existèrent entre Lénine et Trotsky. Peu importe que depuis Octobre une étroite collaboration se soit établie entre les deux hommes, dont les noms sont alors toujours associés, ou plutôt il faudra la faire oublier, la faire disparaître des manuels, des encyclopédies, de la presse.

La première attaque qui terrassa Lénine eut pour effet, entre autres, de le couper complètement de la vie soviétique pendant plusieurs mois. Quand il put se remettre au travail et reprendre une activité réduite, il fut péniblement impressionné par le ravage que le bureaucratisme avait fait dans les institutions ; la flamme révolutionnaire semblait être partout éteinte ; la Nep (Nouvelle politique économique), qu'il avait fait adopter au récent congrès du parti et qui exigeait des militants une vigilance accrue, s'était développée tout à son aise et, surtout, un organisme nouveau, l'Inspection ouvrière et paysanne, dont la tâche était précisément de surveiller et d'enrayer les effets nocifs de la Nep, avait scandaleusement failli. Décidé à agir sans délai, il écrivit un article très dur pour le responsable de cette faillite (c'était Staline) et demanda à Trotsky d'engager une campagne avec lui. « D'accord, répondit Trotsky, mais il y a aussi du bureaucratisme dans le parti ; chaque fois qu'on veut atteindre un bureaucrate soviétique, on se heurte à un membre du parti. » — « Donc, la campagne sera menée sur deux fronts », conclut Lénine. Il eut à peine le temps de l'engager ; une deuxième attaque l'immobilisa complètement, ne laissant plus d'illusions sur la possibilité d'un retour au travail.

La place qu'il avait prise dans le parti, l'autorité toute morale dont il jouissait disparaissant, une grande question se posait aux dirigeants du parti : que faire sans lui ? Comment nous répartir les tâches ? Trotsky dit qu'il n'y avait qu'une voie, celle tracée par Lénine, et qu'il venait justement de préciser. Au bureau politique, il fut seul de cet avis. « Impossible » s'écrièrent tous les autres. Parmi eux, Zinoviev faisait figure de successeur, se croyant tout désigné pour recueillir l'héritage, manœuvrant pour éliminer Trotsky, déjà exclu en fait du bureau politique réel, opérant dans les coulisses. Avec Kamenev et Staline, il avait formé une troïka qui était la vraie direction du parti. Ce que ces triumvirs proposaient était tout le contraire d'une campagne contre le bureaucratisme, dégénérescence cependant évidente des soviets. Trotsky disait qu'il fallait les réveiller, les ranimer ; ils proposaient et exigeaient au contraire que désormais toute discussion y soit interdite, qu'ils ne soient plus que des agents d'exécution de décisions venant d'en haut. Ainsi, à l'intérieur, dans le parti, tous les côtés négatifs et dangereux du parti unique seront renforcés ; dans l'Internationale, ce sera ce que Zinoviev appelle la bolchevisation, c'est-à-dire l'unanimité imposée et réalisée avant même la réunion du congrès.

Cependant pour répondre apparemment aux préoccupations des militants et de la base du parti, le bureau politique adopta une résolution rédigée de telle sorte que satisfaction paraissait être donnée aux critiques, ce qui confirmait la décision d'ouvrir une large discussion dans la presse. Trotsky, malade depuis le début de novembre, ne put y participer que par des articles, examinant point par point la situation présente et les nouvelles tâches du parti, articles d'une telle tenue que toute basse polémique se trouvait exclue. Une lettre qu'il écrivit à une assemblée du parti allait fournir à ses adversaires l'occasion qu'ils attendaient pour donner un tour personnel aux débats. Dans cette lettre (dont on trouvera dans le livre la reproduction intégrale), Trotsky répondait

d'abord aux diverses opinions exprimées sur la démocratie et le centralisme.

« Démocratie et centralisme, écrivait-il, sont deux faces de l'organisation du parti. Il s'agit de les accorder de la façon la plus juste, c'est-à-dire correspondant le mieux à la situation. Durant la dernière période, l'équilibre était rompu au profit de l'appareil, l'initiative du parti était réduite au maximum. De là des habitudes et des procédés de direction en contradiction fondamentale avec l'esprit de l'organisation révolutionnaire du prolétariat. » Passant alors au problème des générations, aux rapports entre la jeunesse et la vieille garde, il déclarait : « Ce n'est que par une collaboration active constante avec la nouvelle génération, dans le cadre de la démocratie, que la vieille garde conservera son caractère de facteur révolutionnaire. Sinon, elle peut se figer et devenir insensiblement l'expression la plus achevée du bureaucratisme. » Et d'ajouter aussitôt : « L'histoire nous offre plus d'un cas de dégénérescence de ce genre. » En effet, en 1924, après la guerre et l'effondrement de la Deuxième Internationale, de tels phénomènes s'étaient multipliés, dans tous les pays et dans tous les partis. Vérité incontestable mais qu'il n'était pas l'heure de rappeler. C'est du moins ce que pensa la troïka, et elle décida de riposter sans ménagement. Qui pouvait le faire ? Nul ne parut être mieux qualifié que Staline (ses deux partenaires ne pouvaient échapper au souvenir de leur attitude en octobre), et il donnerait à la riposte envisagée le ton de grossièreté et de brutalité qui convenait pour venger un rappel si cuisant. « Comment est-il possible, demandait-il, d'accoler les noms de la vieille garde bolchevique à ceux d'opportunistes tels Bernstein, Guesde et autres ? » Et, voulant être ironique, il disait pour conclure que les bolcheviks de la vieille garde n'étaient pas plus immunisés contre le danger de dégénérescence que contre, par exemple, un trem-

blement de terre. C'était en 1924. mais peu de temps après, ces mêmes vieux-bolcheviks à propos desquels il avait été sacrilège de parler de dégénérescence devaient être détruits, non par un tremblement de terre, mais par la fureur démentielle de leur singulier défenseur.

L'événement marqua un tournant dans la discussion, ou plutôt il lui permit de prendre ouvertement le caractère que les triumvirs entendaient lui donner : une attaque sans merci contre Trotsky est dès lors poursuivie par tous les moyens : faux, falsifications, mensonges que Trotsky prit la peine de réfuter un à un disant : les secrétaires passent, les écrits restent. On trouvera tout cela dans un des ouvrages ici réimprimés : *la révolution défigurée*, et, en contraste, deux défenses de Trotsky devant les hautes instances du parti, qui resteront comme deux belles pages d'éloquence révolutionnaire. Dans ces séances où se jouait pour une part le destin de la révolution, c'est vainement que Trotsky tentait de leur donner le caractère de solennité qui leur convenait ; ses juges étaient offensés par le ton même du discours ; le verdict était arrêté d'avance et ils n'étaient pressés que d'en finir.

On trouvera surtout dans le présent volume, de la première à la dernière ligne, un enseignement incomparable de théorie et d'action marxiste, une méthode d'analyse des situations, d'établissement et d'application des programmes. Par la filiation Marx-Trotsky en ce qui se rapporte à la révolution permanente, il est facile de constater que le programme établi dans *l'Adresse* à l'époque 1848-1849 s'applique à l'époque présente. Les conditions sont différentes, bien sûr. Mais c'est en se montrant capables de l'y adapter que les hommes font leur propre histoire.

11 mars 1963.

Alfred ROSMER.

UNE NAÏVETÉ ÉDIFIANTE

M. Henri Laugier, professeur honoraire à La Sorbonne, dans un article du « Monde » (28-8-63) revendique son droit à la naïveté. Nous lui remercions bien volontiers. Certes nous apprécions sa haute valeur scientifique. Il compta, si nos souvenirs sont exacts, parmi les maîtres de la pédagogie moderne. Mais il ne serait pas le premier sorbonnard qui manifesterait autant de culture et de lucidité en la discipline qu'il enseignait que de bonne foi ingénue dans l'examen des problèmes politiques.

Est-ce par naïveté que le professeur Laugier s'afflige de la disgrâce des électeurs communistes « dont les votes valables pour renverser des gouvernements ne le sont plus pour en soutenir d'autres ? » Autrefois, les électeurs simplement socialistes qui approuvaient le programme du Parti de Guesde, de Vaillant, même de Jaurès, se trouvaient par là même rejetés souvent dans une opposition doctrinale et systématique. Le vieux père Bracke expliquait ainsi la tactique électorale du parti, pendant l'entre-deux guerres : *au premier tour on choisit, au deuxième tour, on élimine*. C'est-à-dire que jusqu'en 1936, la majorité socialiste dirigée par Léon Blum et Paul Faure ne soutenait des gouvernements de gauche qu'en application de la « loi du moindre mal » et refusait toute responsabilité gouvernementale directe.

Sans doute, il y eut l'Union Sacrée pendant la guerre de 1914-1918... et en 1936, pour la première fois en France, un gouvernement à présidence socialiste. Mais de nombreux militants maintenaient une intransigeance totale, conforme d'ailleurs aux résolutions des congrès de l'Internationale socialiste, votées avant 1914.

Sans doute cette opposition se justifiait-elle par le postulat marxiste d'une lutte de classes fatale et irréductible. Mais les règles élémentaires de la démocratie appliquées dans des pays où l'on ne subit pas, comme en France, la multiplicité des partis, imposent une orientation strictement majoritaire de la politique gouvernementale.

C'est le cas en Grande-Bretagne, aux États-Unis, en Allemagne fédérale. Le Labour-Party, le parti républicain, la Social-démocratie rejettent délibérément toute responsabilité dans la politique de M. Macmillan, celle du président Kennedy, celle du chancelier Adenauer. Sont-ils pour cela exclus de chaque communauté nationale ?

Si le parti communiste avait respecté les traditions de la fraction la plus révolutionnaire de la Deuxième Internationale, il n'aurait pas participé aux gouvernements tripartites de 1945 à 1947 et la question de son intégration dans une majorité parlementaire ne se poserait pas. Au reste, il a pratiqué avec assez de succès, même lorsqu'il était réduit à l'opposition, le noyautage des administrations publiques, il impose encore dans les municipalités conquises une autorité assez exclusive pour que le poids des suffrages communistes reste suffisamment lourd.

Observons que, même sous Staline, les partis communistes ont généreusement appliqué la thèse de M. Laugier. En Tchécoslovaquie, par exemple, avant le coup de force de 1948, le parti communiste n'avait rassemblé que 35 % des suffrages. Il avait imposé sous une présidence communiste, une formation gouvernementale où tous les partis *tolérés* (donc alignés) étaient représentés. Ce qui excluait l'hypothèse d'une opposition parlemen-

taire. Totalitarisme camouflé qui, lorsque Staline l'exigea, perfectionna son efficacité par la purge... « extra-parlementaire »... « démissionnant Bénès »... et défenestrant Masaryck !

Est-ce aussi par naïveté que le professeur Laugier évoque des exemples — dont *certain fut particulièrement tragique, où des ministères ayant une majorité parlementaire assurée (mais comportant des communistes) se sont retirés et ont démissionné* ».

Malheureusement nous ne connaissons aucun de ces exemples. Et si la tragédie réside dans la chute du gouvernement Pflimlin constitué en mai 1958, faut-il rappeler que la crise qui aboutit à la liquidation de la Quatrième République, dont les facteurs décisifs furent le coup du 13 mai et le complot mené à Alger et à Paris, n'a nullement été provoquée par le vote des députés communistes.

Mais la « naïveté » du professeur Laugier le mène à de curieuses conclusions.

« *Il faut intégrer les communistes dans le combat de la gauche* », sinon on aboutira à des désastres. *Effort difficile mais nécessaire. Et « l'homme politique le plus apte à réaliser ce regroupement,*

à accomplir cette mission, c'était le général de Gaulle ». Afin de mener efficacement le combat de la gauche... sans doute ?

Tout aussi naïvement, le professeur Laugier exprime encore l'espoir que notre actuel chef d'Etat, avant d'investir son dauphin, entreprendra une double besogne : « *celle de réintégrer l'amitié soviétique dans les cartes de la politique française, celle de réintégrer les communistes français dans la vie politique constructive de notre patrie* ». Que le professeur Laugier puisse concevoir ce parallélisme entre l'amitié soviétique et l'action des communistes français... c'est qu'il ne manque pas de clairvoyance, et que sa naïveté se signale surtout par une abusive franchise. Grâce à lui, le général de Gaulle sait ce qu'il doit faire pour racrocher les communistes — et les électeurs communistes peuvent apprendre qu'en votant pour le parti de Thorez, ils ont voté pour Moscou. Et si l'opération rêvée par notre naïf professeur se réalise — ce qui ne paraît pas actuellement probable, mais n'est ni impensable, ni impossible — on nous démontrera facilement que « le combat de la gauche » tiendra sur le front qui ira de l'Élysée au Kremlin.

R. H.

DÉGEL INTELLECTUEL EN U. R. S. S.

Décidément la « coexistence pacifique » se manifeste dans tous les domaines. Un congrès européen d'écrivains s'est tenu à Léninegrad du 5 au 8 août. M. Jean-Paul Sartre en fut naturellement la vedette. Il a même tenu une conférence de presse et en a profité pour rendre hommage à la jeune littérature soviétique... ce qui a déchainé la presse soviétique, reprochant au directeur des « Temps Modernes » son « pessimisme » (!?) et son allusion à « l'affrontement des générations littéraires » niée officiellement à Moscou.

On a parlé assez librement à ce congrès. Un écrivain suédois, Arthur Lundhqvist, a reproché aux vieux écrivains soviétiques de ne pas tenir compte de ce qui s'est passé en U.R.S.S. depuis 1953.

Il a présenté l'éloge des « jeunes », dont le plus critiqué par les officiels « Vassili Axsionov » participait au congrès ainsi que Ilya Ehrenbourg lui-même, dont le non-conformisme... tardif prouve à la fois qu'il s'agit de tendances et non de générations... et qu'un « dégel intellectuel » s'annonce en U.R.S.S.

Les débats sur le réalisme soviétique, sur les auteurs « décadents » : Proust, James Joyce et Kafka ne nous passionnent guère. Pour une fois, nous approuverons M. Sartre réclamant une définition précise de la « réalité » et remarquant qu'on peut écrire dans une période décadente, sans être pour cela un auteur décadent. Il est vrai que Maxime Gorki a consacré son génie authentique à décrire une société décadente. Et cependant, son pessimisme, parfois tragique, a exalté notre jeunesse révolutionnaire.

Ces controverses cependant — si libres qu'elles soient — ne nous révèlent rien d'essentiellement nouveau. Que l'on puisse débattre ainsi en congrès de tendances littéraires, qu'en conclusion, M. Sartre puisse proposer « *qu'une commission réduite étudie ces problèmes* », prouve qu'il s'agit toujours, non d'une littérature « engagée par la volonté libre des auteurs » mais d'une littérature « orientée » selon les directives gouvernementales. En Chine communiste, on a connu aussi un tel dégel intellectuel... suivi d'une répression d'autant plus efficace que les oppositions s'étaient publiquement dévoilées.

M. Jean-Paul Sartre, à l'issue du congrès, aurait — selon un journal suisse — défini la liberté d'expression littéraire en U.R.S.S., en des formules si nébuleuses qu'elles auraient pu justifier la « synchronisation » telle qu'elle fut appliquée sous Hitler et sous Staline.

Le courage à retardement de Ehrenbourg, même s'il est sincère et constant, ne peut absoudre de sa lâcheté et de ses bassesses sous le règne de Staline, l'homme que Lénine méprisait profondément.

M. J.-P. Sartre, même s'il a raison sur le fond, même si nous approuvons sa défense de Proust, Joyce et Kafka, a tort d'évoquer Maxime Gorki.

Nous pouvons aujourd'hui étudier la vie et l'âme russes, à travers Dostoïewsky, Tolstoï, Andreïev, Gogol, Tchekof, Gorki... parce que, malgré la censure tsariste et les persécutions subies par certains d'entre eux, leur œuvre nous est parvenue, telle qu'ils l'ont conçue et écrite librement. Rien n'a gêné M. Sartre lui-même, dans ses productions littéraires et théâtrales... rien, pas même l'occupation allemande.

C'est volontairement qu'il s'est censuré, en interdisant la représentation des *Mains Sales*, pour ne pas contrarier ses amis staliniens.

Rien ne le gêne aujourd'hui, pour s'aligner sur un... « antistalinisme » officiel... rien, pas même le remords. On vient, en Tchécoslovaquie, de réhabiliter Slanski... à titre posthume. Lorsque nous avons voulu provoquer ici une démarche des intellectuels de gauche et d'extrême-gauche, contre les monstrueux procès engagés à Moscou, à Prague, à Budapest ou à Bucarest... le poète Paul Eluard avait le culot d'écrire : « *Qu'il avait assez à faire à défendre des innocents... qu'il n'avait pas de temps à perdre pour défendre des coupables qui ont avoué.* » Et cet ignoble propos est peut-être plus estimable que certains silences !

Tout cela, évidemment, n'a rien à voir avec le talent des uns et des autres... et notre jugement personnel n'attend pas les résultats des travaux du congrès... ou de la commission sartrienne. Quant aux uns et aux autres qui appartiennent aux générations anciennes, nos sentiments sur leurs personnes ne varieront plus.

Mais il est au contraire, à travers ce congrès, un élément d'appréciation que nous retenons. L'opposition plus ou moins tolérée des jeunes écrivains soviétiques est autrement significative et réconfortante que les états d'âme des Sartre et Ehrenbourg. Elle confirme cette thèse que nous avons déjà formulée ici, qui infirme tout ce que l'on a écrit sur l'efficacité « éducative » du totalitarisme. Dès qu'elle peut profiter d'une fissure dans la carapace du système, la jeunesse ouvrière et intellectuelle affirme son indépendance et sa révolte. Et cela, c'est vraiment le plus grand espoir de libération.

R. H.

CHRONIQUE DE L'UNION DES SYNDICALISTES

RECONNAISSANCE

DE LA SECTION SYNDICALE D'ENTREPRISE

Voilà la question qui est à l'ordre du jour du mouvement syndical, dans ses différentes centrales et, dans chaque centrale, pour les différentes tendances. Cette discussion, contrairement à ce que dit le proverbe, n'a pas fait jaillir la lumière. Au contraire, il semble bien qu'au nom de principes posés évidemment « a priori », on ait abouti à obscurcir la question. Je voudrais essayer de la reposer, disons « naïvement ». Ça me vaudra sans doute encore des remontrances et des leçons. Mais, ici, j'accepte les unes et les autres.

Je dirai tout d'abord que, lorsque j'étais jeune militant (cela remonte assez loin), je luttais, nous luttons, pour la reconnaissance de la section syndicale d'entreprise. Nous revendiquions la reconnaissance de ce groupe syndical de base non seulement contre le patronat, mais aussi — il n'y a pas lieu de le cacher — contre ce que nous appelions la bureaucratie syndicale qui redoutait une initiative inopportune de la section d'usine et, surtout et avant tout, le noyautage. Il n'empêche qu'à tort ou à raison, les éléments qualifiés de « révolutionnaires » voulaient la reconnaissance de la section syndicale d'entreprise dans les structures syndicales et dans la vie légale, ou contractuelle, ou dans les us et coutumes, de l'entreprise.

Aujourd'hui, il arrive que des « révolutionnaires », surtout ceux qui conservent jalousement la doctrine (qui la mettent en conserve), voient une abomination dans la reconnaissance de la section syndicale d'entreprise, le signe certain de la collaboration des classes et de « l'intégration ». Ils disent : c'est « le syndicat-maison ». Pourtant, si l'on s'en tient à la définition même, la section syndicale est le contraire du « syndicat-maison ». C'est une « section », c'est-à-dire une partie d'une organisation syndicale plus grande, plus large que l'entreprise, d'une fédération, d'une confédération. Reconnaître une « section », c'est reconnaître le groupement dans l'entreprise des membres d'un même syndicat professionnel ou industriel, c'est admettre la représentation de ce syndicat dans l'entreprise, l'activité de ses représentants en tant que tels. Au fond, c'est la liberté syndicale, non plus seulement à l'extérieur de l'entreprise, mais à l'intérieur. Quant au « syndicat-maison », c'est-à-dire celui qui est créé à l'instigation du patronat pour combattre justement les sections syndicales, dénoncé comme recevant des « directives extérieures », ce syndicat-maison, il est, par définition aussi, reconnu effectivement et pratiquement dans l'entreprise. Il est même le seul à l'être actuellement, quand il existe. Revendiquer la reconnaissance de la section syndicale d'entreprise, c'est donc — ou alors les mots n'ont plus de sens — s'opposer aux syndicats-maison. L'existence légale, ou contractuelle, ou simplement admise pratiquement (cela nous suffit) de la section syndicale d'usine, c'est le fait « collectif » d'être syndiqués qui est reconnu, et non plus seulement le droit individuel.

Bien entendu, dans l'état actuel du mouvement syndical en France, cela ne va pas sans soulever un certain nombre de difficultés. En fait, il faudra reconnaître au moins deux sections syndicales, souvent trois, et quelquefois davantage. Il faut passer par là. On nous met en garde aussi contre le danger d'« enveloppement », de neutralisation de la section syndicale par d'habiles représentants patronaux. Ce danger ne serait pas plus grand

qu'il ne l'est déjà, dans l'état actuel des choses. Tout dépendrait, comme aujourd'hui, de la solidité des animateurs de la section. Celle-ci ne ferait d'ailleurs pas double emploi, ni avec les délégués d'atelier, ni avec le comité d'entreprise. Sans entrer maintenant dans les détails, il n'est pas difficile de concevoir une répartition des attributions des trois organismes. Notons encore que la section syndicale est moins liée à l'entreprise elle-même que le comité élu sur la base de l'usine. On peut attendre d'elle une vue plus large. En raison de ses liaisons fédérales et confédérales, elle devrait, au moins théoriquement, avoir une meilleure considération des intérêts de la profession, et de la classe tout entière.

Faire reconnaître la section syndicale d'usine, ce n'est pas pour cela la jeter dans les bras du patronat. Elle s'y jettera peut-être, et certains protagonistes ont sans doute le désir de « l'associer » à l'entreprise, mais ce n'est pas inscrit dans la revendication. Si les droits reconnus à la section d'entreprise devaient être assortis de « devoirs » codifiés, de « responsabilités » autres que celles qui résultent de la fonction syndicale ouvrière, alors il faudrait évidemment se passer de cette « reconnaissance » qui ne serait pas, en effet, autre chose qu'une intégration totale dans le système économico-social.

Le patronat, dans son ensemble, ne semble d'ailleurs pas voir d'un bon œil cette reconnaissance de la section syndicale d'entreprise. Une des premières mesures du nouveau directeur général de la grosse firme Neyrpic, de Grenoble, a été de contester et de supprimer les droits acquis dans cette entreprise par les sections syndicales. Et l'une des raisons de l'énergique réplique ouvrière a été justement la défense des droits syndicaux collectifs établis dans la pratique de cette entreprise. Le patronat revendique le pouvoir unique dans l'entreprise. Il dénonce « la dualité de pouvoirs ». Reste à savoir si, précisément, ce n'est pas cette dualité de pouvoirs qui, à l'entreprise comme ailleurs, doit être recherchée, établie, développée.

KHROUCHTCHEV ET LES CONSEILS OUVRIERS DE YOUGOSLAVIE

Il est intéressant de remarquer que Khrouchtchev, lui aussi, en discutant sur place du fonctionnement des conseils ouvriers yougoslaves, a défendu à son tour la direction unique et combattu « la dualité de pouvoirs ». Cela semblerait confirmer que tout le nœud de la question est là.

En ce domaine, il ne faut pas faire exprès de confondre l'exécution du travail, et la prévision, l'organisation et la gestion de la production de l'entreprise. En ce qui concerne l'exécution d'un travail déterminé, tout le monde sait que la direction unique s'impose. Même pour tirer un câble, il n'y en a qu'un qui tient le sifflet. Pour l'exécution, chacun est à sa place, et le chef compétent aussi. Mais pour que l'entreprise soit effectivement commune et communiste, il ne faut pas qu'elle appartienne à l'Etat, et qu'elle dépende dans toute sa vie, et dans la vie des ouvriers qui y travaillent, d'un aréopage de planificateurs et de technocrates. Les ouvriers y seraient encore plus « aliénés » que dans l'usine capitaliste où existe — reconnue ou non — une section syndicale indépendante. Laquelle n'existe pas au pays de Khrouchtchev ni en Yougoslavie non plus. — R. G.

LA VOIX DES SYNDICALISTES DE LA LOIRE

LA LUTTE EST OUVERTE POUR LA DEFENSE DES SALAIRES ET DES CONQUETES SOCIALES

Notre général a parlé le 29 juillet sur sa politique sociale.

« Les conditions de l'effort moderne nous commandent d'importants changements en fait de discipline et d'organisation sociale... Mais « ces changements, nous les avons accomplis pour une large part. Et c'est la raison pour laquelle nous évitons les heurts et les grandes secousses ».

D'importants changements... déjà accomplis... qui permettent d'éviter les grandes secousses ? On comprend mal. Nous avons assisté à une première atteinte au droit de grève dont on mesurera toute l'importance quand on aura vu appliquer les dispositions concernant le service militaire et autres mesures assurant la relève des grévistes après le préavis légal qui permet de mettre en place le dispositif anti-grève. Le général, il est vrai, a annoncé que les syndicats doivent se renouveler pour assurer une collaboration qui mettrait fin à cette funeste lutte de classes. C'est bien l'intégration qu'il vise, comme le défunt maréchal Pétain.

Certes, les syndicats ont certainement des efforts à faire pour se renouveler, mais pas dans le sens souhaité par le général. Leurs militants ont à mettre un terme à leurs divisions et à préparer une unité durable en faisant passer, comme le leur demandait la Ligue syndicaliste dès 1926, l'esprit de classe avant l'esprit de tendance ou de secte et à se donner une indépendance totale de pensée et de mouvement qui les mettra au-dessus des divisions idéologiques ou politiques et les orientera vers un travail constructif de rénovation sociale. Ils vont donc, cet automne, faire front contre la politique sociale du général et de son gouvernement, et faire front pour la revalorisation de leurs salaires, nécessitée par la hausse des prix. Car, en dépit des promesses de son gouvernement, et avec le bénéfice d'un temps favorable à la production d'herbe, de légumes et de fruits, le bifteck a encore augmenté de 5 à 6 % depuis l'an dernier et l'indice des 179 articles (base 100 en juillet 1957) est à 137,06 en juin, contre 132,04 en juin 1962. Ça fait 13 % d'augmentation en deux ans, contre 8 % aux Pays-Bas, moins de 7 % en Allemagne occidentale et en Grande-Bretagne, 3 % en Belgique, 2 % aux U.S.A.

Et son gouvernement, espérant tromper une fois de plus les salariés et tous les consommateurs, parlera de mesures de baisse en demandant aux fabricants de chaussures et de produits textiles, d'appareils ménagers, de fournitures scolaires... de ne pas relever leurs prix, ce qui détournerait peut-être l'attention des hausses réelles camouflées, de celle des journaux déjà réalisée, et de celle du pain qui vient de s'appliquer...

On reparle d'avantages fiscaux temporaires pour les bouchers.

Mais rien de sérieux n'est envisagé, seulement de petits emplâtres de gouvernants incapables.

La lutte sur le plan salaires et sur le plan conquêtes sociales est ouverte. Aucune confusion ne peut en détourner les salariés.

QUELQUES CHIFFRES

SUR LES SALAIRES ET LES PRIX

Entre le 1^{er} juillet 1962 et le 1^{er} juillet 1963, les salaires, d'après les statistiques gouvernementales, auraient augmenté de 11,2 %, mais cette hausse a été très inégale puisqu'elle n'est que de 9,5 % dans la construction électrique, de 8,3 % dans les cuirs et peaux, de 7,8 % dans la construction aéronautique et la production des métaux, de 7,4 % dans les industries chimiques.

Si l'on compare les salaires des pays occidentaux,

on note qu'en mars 1963 ils étaient à l'indice 141 en France, 137 en Italie, 121 en Grande-Bretagne et 148 en Allemagne.

Mais en France, la hausse des prix a été plus élevée (depuis 1958) ; elle est en effet de 24 %, alors qu'elle n'a atteint que 20 % en Italie, 15 % en Grande-Bretagne, 12 % en Allemagne, 6 % aux Etats-Unis.

De juin 1962 à juin 1963, la hausse du coût de la vie a été particulièrement marquée en France, avec 6 %, alors qu'elle était seulement de 1 % en Grande-Bretagne, en Allemagne et aux U.S.A. ; seule l'Italie l'a dépassée avec 7,2 %.

LA POPULATION EN FRANCE

D'après le recensement de 1962, la population active atteint un total de 18.956.000.

Le nombre des patrons a diminué de 10,6 % et celui des salariés s'est accru de 11 % depuis 1954 ; mais il faut considérer que depuis cette époque de nombreux patrons se sont fait inscrire comme salariés.

DEMOCRATIE ET POUVOIR

La démocratie, ce n'est pas, ça n'a jamais été, même sous Périclès, la participation effective du peuple à la gestion des affaires publiques, impliquant au moins la conscience des problèmes posés et un choix en connaissance de cause parmi les solutions possibles, chacun ayant la possibilité et la capacité d'en présenter.

La démocratie, ça consiste seulement à faire un choix parmi les équipes dirigeantes qui se disputent le pouvoir, et proposent, bien souvent, des solutions alléchantes, démagogiques, pour séduire les électeurs, ou des compromis trompeurs de manière à ne pas inquiéter une partie de la clientèle nécessaire pour se faire une majorité.

C'est pourquoi, à la veille du congrès des Trades-Unions anglaises, le chef travailliste, Harold Wilson, à une réunion de la fédération des transports britanniques, a demandé aux salariés de freiner leurs mouvements revendicatifs, à la veille des élections générales. Il ne leur a pas promis de mettre un terme à l'austérité actuelle, se contentant d'envisager de l'étendre aux détenteurs de profits. On sait ce que cela veut dire.

LA CONCENTRATION CAPITALISTE DANS LA LOIRE

En 1954, dans la Loire, avec une population de 654.482 habitants, on comptait 36.631 établissements dont 19.704 n'employaient aucun ouvrier ;

Entreprises	à 1 salarié	.....	7.717
«	à 2 salariés	.....	7.284
«	à 3 salariés	.....	3.390
«	à 4 salariés	.....	2.932
«	à 5 salariés	.....	2.380
«	à 6 salariés	.....	2.040
«	à 7 salariés	.....	1.764
«	à 8 salariés	.....	1.624
«	à 9 salariés	.....	1.602
«	à 10 salariés	.....	1.660
«	entre 11 et 20 salar.	.....	12.968
«	« 21 et 50 salar.	.....	23.150
«	« 51 et 100 salar.	.....	16.962
«	« 101 et 200 sal.	.....	16.900
«	« 201 et 500 sal.	.....	20.402
«	« 501 et 1.000 sal.	.....	8.540
«	« 1.001 et 2.000 sal.	.....	8.766
«	« 2.001 et 5.000 sal.	.....	21.580
«	« plus de 5.000	.....	11.236

On constate par là que le département de la Loire, l'un des plus industrialisés dès 1869, ne connaît pas une très importante concentration.

Notes d'Economie et de Politique

KHROUCHTCHEV TIRE LES CONSEQUENCES DE SON INFERIORITE EN FUSEES

Le changement d'attitude de la Russie au cours de ces derniers mois (depuis l'affaire des fusées de Cuba plus précisément), qui s'est concrétisé par l'accord sur la cessation des essais nucléaires autres que souterrains, est, bien entendu, la conséquence d'un changement dans le rapport des forces.

L'avance considérable prise par la technique russe dans le domaine des fusées au cours des dernières années de la décennie 50, qui se traduit entre autres par le fait que les Russes furent capables de lancer dans l'espace des tonnes alors que les Américains ne pouvaient encore y lancer que des kilogs — avance qui faisait penser à l'état-major américain, en 59, que la Russie disposerait en 62 d'un millier de fusées intercontinentales alors que les Etats-Unis ne pourraient en aligner qu'une cinquantaine (voir R.P. de novembre 59) — se traduisait dans le domaine diplomatique par les rodomontades de Khrouchtchev à propos de Berlin et autres lieux.

Mais lorsque l'année 1962 se termina avec une Russie possédant tout juste (selon les services américains) de 75 à 100 fusées intercontinentales (au lieu des 1.000 prévues) alors que l'Amérique était parvenue à en avoir 200 (chiffre officiel américain) lesdites rodomontades durent naturellement céder la place à la « patte de velours ».

En octobre 62, lors de la mise en demeure de Moscou par Washington sur le retrait des fusées russes de Cuba, Khrouchtchev, instruit naturellement de la supériorité américaine en fusées, dut tout accepter ; ensuite, pour éviter de nouvelles humiliations, il n'eut plus qu'une ressource : non seulement éviter toutes provocations, mais faire : « ami, ami ». C'est cette conversion qu'a traduite le traité de Moscou ; et la nouvelle direction de la politique russe se poursuivra jusqu'au jour où, par suite d'un nouveau développement technique ou pour toute autre cause, le rapport des forces entre la Russie et l'Amérique se trouverait à nouveau inversé.

Mais la question que nous nous étions déjà posée demeure : pourquoi la Russie ne possédait-elle l'an dernier qu'une centaine de fusées intercontinentales au lieu du millier prévu par les Américains ?

Le chiffre fourni par ceux-ci n'était évidemment pas donné au hasard. Il était basé sur la connaissance de la capacité de production des usines russes. Or, sur ce point on ne pouvait tout de même pas se tromper dans la proportion de 1 à 10 ! Des usines de constructions de fusées, ça se voit ! Les Russes ont beau être traditionnellement très forts dans la construction des villages Potemkine, il est peu probable qu'ils aient édifié des usines de constructions de fusées en carton-pâte pour faire croire aux espions américains qu'ils avaient dix usines là où il n'y en avait qu'une.

Si les Russes n'ont pas construit les 1.000 fusées prévues par le Pentagone, ce n'est donc vraisemblablement pas parce qu'ils ne pou-

vaient pas les construire, mais parce qu'ils n'ont pas voulu les construire.

Or, pourquoi ne l'ont-ils pas voulu ? Pourquoi ont-ils refusé de s'assurer ainsi une supériorité d'armement formidable qui leur aurait permis de dicter sans coup férir leur loi à l'Occident ?

Là-dessus, le mystère demeure, entier (1).

Une seule chose est sûre, c'est que les Chinois considèrent cela comme une trahison. Et qu'ils le disent, sans ménagements !

LES DANGERS DE LA FIN DE LA GUERRE FROIDE

Faut-il nous réjouir sans réserve de cette trêve dans la guerre froide ? De cette supériorité américaine en engins balistiques qui met pour le moment, et peut-être pour longtemps, l'Occident hors de danger.

Je n'en suis pas sûr.

La menace russe a été un appoint considérable, peut-être décisif, dans les succès remportés depuis dix ans contre l'oppression et l'exploitation capitalistes.

Si les peuples d'Asie et d'Afrique ont pu se libérer, somme toute assez facilement, du joug européen, ce fut dû pour une large part à l'existence du danger russe.

La « bonne conscience » de l'Angleterre, de la France, des Etats-Unis, n'a pris naissance que le jour où ces pays ont craint que la Russie ne capitalise toutes les haines que soulevaient le régime colonial chez les peuples de couleur.

Dans l'immense partie qui se jouait entre Washington et Moscou, aucun des deux partenaires n'entendait négliger le moindre atout. Or, l'appui de dizaines de millions de bruns et de noirs et de centaines de millions de jaunes est un atout trop précieux pour que Washington n'ait pas fait tout pour se l'assurer, même se dresser contre ses alliés comme lors de l'attaque franco-britannique contre Suez.

Je ne pense donc pas que ce soit trop s'avancer que de dire que, sans l'existence de la Révolution de 1917, les empires coloniaux de la France et de l'Angleterre seraient encore debout, et même agrandis.

La Russie n'a rien fait, ou à peu près rien, pour soutenir matériellement les peuples opprimés, mais le fait seul de son existence a suffi.

Il en est de même, quoique à un degré moindre, pour la lutte du prolétariat. Dans la mesure où celle-ci ne tend qu'à l'amélioration des conditions de vie des travailleurs, elle a été grandement facilitée par l'existence d'une Russie « communiste ». Le « communisme », c'est-à-dire le danger russe, a été l'épouvantail qu'ont

(1) La seule explication à peu près plausible qu'on pourrait être tenté d'en donner me semble celle-ci : les fusées russes étaient à comburant liquide ; le comburant liquide est, pour des raisons déjà exposées, très inférieur au comburant solide ; les Russes ont donc pu peut-être préférer attendre d'avoir une fusée à comburant solide, plutôt que de construire à grands frais des fusées qui seraient aussitôt, démodées avant même peut-être d'avoir été achevées.

Mais c'est là une simple supposition, une hypothèse dans le vide, car aucun fait ne vient l'étayer.

toujours brandi les réformistes de tous poils : accordez satisfaction aux revendications, sinon toute la classe ouvrière « votera communiste » ! Ce qui impliquerait aussi : en cas de conflit armé, vos ouvriers seront les fourriers de l'armée ennemie.

Or, tout cela va finir avec la fin de la « guerre froide », et devra attendre pour renaître que la Chine soit devenue suffisamment puissante pour remplacer la Russie dans son rôle d'épouvantail.

Cependant, une question se pose : l'aide ainsi apportée aux peuples d'Asie et d'Afrique et aux classes ouvrières européennes, par l'existence de la Russie, n'a-t-elle pas été un handicap pour le développement de ces peuples et de ces classes ?

Si ceux qui ont pu atteindre leurs buts grâce uniquement à la menace russe, sans avoir eu à lutter par eux-mêmes, n'avaient dû compter que sur leurs propres forces n'auraient-ils point acquis la « capacité » dont parle Proudhon, une capacité qui leur aurait permis d'obtenir des résultats bien supérieurs à ceux qu'ils peuvent espérer aujourd'hui. Est-ce que, par exemple, les anciennes colonies françaises d'Afrique noire, qui n'ont eu, pour ainsi dire, qu'à lever le petit doigt pour devenir indépendantes, n'auraient pas une indépendance bien plus réelle que celle dont elles jouissent présentement sous la « protection » de la France ?

Quant à la classe ouvrière européenne, aurait-elle aussi facilement abandonné sa volonté révolutionnaire si elle avait eu à faire face à une bourgeoisie résolue, n'ayant point à craindre de péril extérieur, et si elle-même n'avait pas compté sur les « tanks russes » ?

Telles sont les deux faces du problème. Qu'est-il préférable, la solution de facilité qui fait parvenir commodément au résultat sans qu'on ait à employer ses propres forces et donc à les développer — ou celle, plus pénible, qui vous oblige à déployer à fond toutes vos possibilités et, par là-même, à les élever à un niveau supérieur ?

La solution, je crois, se trouve, pour une fois, dans un juste milieu : un peu d'aide est utile, même parfois indispensable, mais pas trop n'en faut !

OU EN EST L'ECONOMIE CHINOISE ?

Une chose n'a certainement pas été sans étonner les lecteurs de la R.P. autant que nous-mêmes : comment se fait-il que la Chine, dont on n'a pas cessé toutes ces dernières années de nous dépeindre la situation économique comme catastrophique, peut se dresser contre la Russie, le seul pays dont elle peut espérer de l'aide ?

L'explication de cette étrangeté est simple : la situation économique de la Chine s'est considérablement améliorée ces derniers temps, et cela précisément grâce au fait que la Russie a réduit à presque rien, depuis deux ans, son aide à la Chine.

C'est ce qui ressort notamment d'un article paru le 2 juillet dernier, sous la signature de Dennis Bloodworth, dans le *New-York Herald Tribune*, journal américain républicain, donc peu suspect de complaisance à l'égard de la Chine. Cet article, daté de Singapour, porte un titre à lui seul très révélateur : « Les années maigres ont fait que la Chine compte maintenant sur elle-même ». En voici les passages les plus caractéristiques :

La Chine paraît maintenant suffisamment sûre d'elle-même pour pouvoir braver l'hostilité du bloc soviétique. Et, par une ironie cruelle, c'est au re-

trait de l'aide russe en 1961 et à trois années de mauvaises récoltes successives et de marasme industriel que les Chinois doivent leur force actuelle et leur confiance dans l'avenir.

... Entre 1950 et 1959 Moscou envoya près de 11.000 techniciens en Chine. En 1957, la moitié au moins de la production de charbon et de fer venait des mines que les Russes avaient équipées et d'usines qu'ils avaient construites.

... Mais, en 1959 les techniciens soviétiques quittèrent la Chine, emportant les plans dans leurs bagages, et le flot de l'aide fut interrompu. Une série, plus terrible encore, de sécheresses et d'inondations suivit.

... Les plans économiques durent alors être refaits à une échelle plus réduite. L'effort fut porté sur le développement de l'agriculture, qui est à la base même de la richesse chinoise... Les usines s'appliquèrent à fabriquer des charrues et des moissonneuses et tout ce qui est nécessaire au paysan pour son travail quotidien.

... C'est par là que la Chine, non seulement put survivre aux années maigres, mais fortifier son industrie. Aux grands centres sidérurgiques d'Anshan et de Chungking (2) 22 installations nouvelles ont été effectuées, notamment deux mines de fer. Au cours du premier trimestre 1963, la production de tracteurs s'éleva de 50 % et celle des engrais de 62 % par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente.

... La situation alimentaire s'est nettement améliorée durant ces derniers six mois. Sur le marché libre on trouve en quantité de la viande, des volailles, des œufs, du poisson et des légumes.

Ainsi se confirme ce que nous avons déjà dit à un autre propos en mars dernier, à savoir qu'il n'est pas d'autre moyen d'apprendre à marcher que de marcher seul, sur ses propres jambes ; l'aide aux pays « sous-développés », qu'elle vienne de l'Amérique ou de la Russie n'a jamais pour résultat, et même peut-être pour but, que de maintenir ces pays en état de sous-développement.

OU EN EST L'ECONOMIE CUBAINE ?

A Cuba il semble que la situation soit assez analogue à ce qu'elle est en Chine.

Certes, Cuba ne saurait, comme la Chine, rompre tous les liens avec l'URSS. Le blocus économique de plus en plus rigoureux que l'Amérique lui impose, blocus qu'elle ne se contente pas d'exercer elle-même mais qu'elle fait aussi appliquer par ses alliés, oblige la grande île à compter sur l'aide économique de la Russie, quand ce ne serait que pour lui acheter son sucre.

Malgré cela, tant au point de vue de sa politique qu'à celui de son orientation économique, Cuba a manifestement cherché, ces dernières années, à se dégager de l'influence russe.

En politique, ça a été le déboulonnage à grand fracas du communiste chevronné qui avait été mis à la tête du parti unique cubain et qui en avait fait, selon l'expression même de Fidel Castro, une « ordure », étant donné les méthodes typiquement « communistes » qui étaient les siennes.

D'autre part, en économie, les Russes ont toujours mis l'accent sur l'industrialisation aux dépens de l'agriculture. Or, dans un discours du mois dernier, Castro déclarait : « Il faut renoncer aux rêves d'industrialisation poussée de l'île ; l'agriculture devra assurer les besoins de Cuba pendant l'actuelle décennie, et peut-être durant la prochaine », cependant qu'il déplorait que le développement de l'économie cubaine ait été entravé par « la bureaucratie excessive, les

(2) Les centres de Anshan et de Chungking sont situés aux deux extrémités de la Chine, le premier dans le nord-est du pays, le second dans l'ouest.

rapports secrets et une trop grande centralisation », c'est-à-dire par les trois grands vices de l'organisation économique russe.

Les résultats de cette nouvelle orientation ne se sont pas fait attendre, s'il faut en croire le journaliste américain Donald Grant qui écrivait, au début du mois dernier, dans le *New-York Times*, journal non suspect de la moindre sympathie castriste, les lignes suivantes (3) :

Il y a un an, l'agriculture cubaine commençait à peine à se remettre d'une série d'erreurs commises — parfois par excès de zèle idéologique (4) — au début de la révolution.

... Aujourd'hui, le programme d'industrialisation, bien que relativement modeste, est en bonne voie. Des usines en activité sont visibles là où il n'y avait auparavant que des terrains vagues. Quant à la réorganisation de l'agriculture, les observateurs occidentaux les plus compétents de La Havane estiment qu'elle a constitué, depuis un an, une performance de premier ordre. Malgré une diminution des importations, personne n'a faim. La production locale a augmenté et la distribution s'est améliorée.

Ainsi, aux Antilles, comme en Chine, c'est en échappant à la tutelle de Moscou, en s'appliquant à suivre leurs propres idées et non celles de Moscou, que ces deux pays ont progressé. Et même progressé presque spectaculairement si l'on croit ce qu'en disent les journalistes américains.

LE COMBLE DU CRÉTINISME

L'une de ces multiples associations sous lesquelles le Département d'Etat camoufle sa propagande, celle dite « Commission internationale des juristes », a publié, paraît-il, un volumineux rapport sur Cuba, dont la R.P. a cru bon de donner une analyse dans son dernier numéro.

À en juger par cette analyse, il est difficile d'imaginer un monument d'un crétinisme plus achevé.

« La Règle du droit a disparu de la vie cubaine », telle en est, paraît-il, la conclusion majeure. Que la règle du droit ait disparu de la vie cubaine, c'est là, en effet, quelque chose de bien certain, mais il faut être aussi ignorant qu'un « juriste » pour s'en étonner.

Si ces « juristes » savaient si peu que ce soit ce qu'est le Droit, ils sauraient qu'il n'y a pas un Droit, mais des Droits. Des Droits qui diffèrent dans chaque type de société, ce qui fait qu'on ne saurait parler d'une « Règle du Droit ».

Ils sauraient également que ce qui constitue précisément une révolution, c'est de substituer un type de société à un autre, et, par conséquent, un Droit à un autre. Or, cette substitution ne peut être instantanée, il se passe nécessairement un certain temps entre le moment où l'ancien Droit est détruit et celui où le nouveau Droit est élaboré et appliqué, et c'est cette période intermédiaire qui est ce que l'on appelle une période « révolutionnaire ». Par conséquent, étant donné que Cuba est actuellement en pleine période révolutionnaire, il n'y a pas, il ne peut pas y avoir à Cuba, en ce moment, de Droit, ni de Règle de Droit.

En second lieu « les mesures exceptionnelles, disent Messieurs les juristes, ont pris à Cuba une ampleur croissante ». Cela aussi, est probablement exact (5). Mais s'ils avaient la moind

re once de sens critique, nos juristes se seraient demandé à quoi cette ampleur croissante était due. Et s'ils avaient consenti à se poser la question, ils en auraient facilement trouvé la réponse, tellement elle est évidente : les mesures exceptionnelles prises par le gouvernement castriste ont pris une ampleur croissante parce que les actes de guerre commis par les États-Unis contre Cuba ont pris eux-mêmes une ampleur croissante.

Ça a été un blocus de plus en plus rigoureux effectué non seulement par les États-Unis mais par leurs alliés, sous leur pression. Ça a été le débarquement de la Baie aux Cochons, effectué par une troupe financée et armée, de l'aveu même de Kennedy, par l'État américain. C'est depuis, des bombardements répétés des établissements industriels cubains par des vedettes et des avions dont les bases ne peuvent être que sur le territoire des puissances qui avoisinent Cuba. C'est enfin, en dernier lieu, l'entraînement de plusieurs milliers d'émigrés cubains aux États-Unis mêmes, par l'armée américaine elle-même.

Et l'on ose s'étonner qu'en présence d'une pareille situation, le gouvernement cubain soit obligé de prendre de plus en plus de mesures exceptionnelles !

Peut-être que ces Messieurs les juristes ont parfois entendu parler d'un certain événement qui s'appelle la Révolution française ? Peut-être même ont-ils entendu dire qu'il y eut alors, en France, durant un certain temps, un certain régime qu'on appelle « la Terreur » ?

Si oui, se sont-ils demandé à quoi a correspondu cette Terreur, quelle en fut la cause ?

Et s'ils se le sont demandé, ils n'ont pas pu, quelle que soit leur ignorance et leur aveuglement, ne pas constater que la Terreur s'est établie en France pour faire face exactement au même danger que celui qui plane aujourd'hui sur Cuba : celui d'une invasion étrangère contre-révolutionnaire.

C'est au lendemain du jour où la défaite de Neerwinde et la trahison de Dumouriez laissaient la frontière française du Nord-est ouverte, sans défense, à l'invasion, que le Comité de Salut Public fut institué et donc que la Terreur commençait ; inversement c'est au lendemain de la victoire de Fleurus et de la prise de Bruxelles que se produisait Thermidor, c'est-à-dire la fin de la Terreur.

Certes, toute révolution est amenée à prendre des mesures exceptionnelles, mais c'est l'intervention étrangère, l'intervention contre-révolutionnaire des pays voisins qui oblige à ce que ces mesures exceptionnelles revêtent une dureté particulière.

Si donc ces Messieurs juristes désirent que les mesures exceptionnelles prises à Cuba cessent de prendre de l'ampleur, qu'ils s'adressent à leur patron, qu'ils demandent au Département d'Etat de faire cesser le blocus économique de Cuba, de faire cesser les bombardements de l'île par avions et vedettes, de faire cesser l'entraînement des émigrés par l'armée américaine !

C'est ainsi, et seulement ainsi qu'ils pourraient contribuer à hâter, non point le retour de la Règle du Droit à Cuba, ce qui ne veut rien dire, mais l'institution à Cuba d'un nouveau Droit. Seulement, ce n'est pas pour cela qu'on les paie !

en vigueur dans la plupart des pays « démocratiques », notamment en France. Il est ainsi de la peine de mort pour des délits politiques, de l'absence de l'*habeas corpus*, et de l'absence de recours contre la violation des règles constitutionnelles.

(3) Je cite d'après l'*Express*.

(4) Lisez : par excès de russisme.

(5) Notons, en passant que la plupart des mesures « exceptionnelles » que nos juristes reprochent au gouvernement cubain sont des mesures qui sont

LA DERNIERE SALOPERIE DE KHROUCHTCHEV

On se rappelle sans doute que devant la nécessité où il se trouvait d'obtenir à tout prix des armes, le gouvernement espagnol avait, durant les derniers temps de la guerre civile, envoyé toutes ses réserves d'or en Russie, pour garantir le paiement de l'armement que Staline, au compte-gouttes, lui livrait.

Eh bien ! la presse espagnole vient de nous apprendre — sans qu'aucun démenti ne soit venu de Moscou — que tout cet or, d'une valeur de 800 millions de dollars, va être « remboursé » par la Russie à l'Espagne, au moyen d'une quantité de pétrole de valeur correspondante livrée à Franco !

C'est donc un cadeau de 400 milliards d'anciens francs que Khrouchtchev fait au fascisme !

Car Franco n'a manifestement aucun droit à cet or. C'est à la République espagnole que cet

or appartenait, c'est un gouvernement de la République espagnole qui l'a envoyé à Moscou, c'est donc à un gouvernement de la République espagnole seul qu'il peut être remboursé. Or, il existe toujours un gouvernement républicain espagnol (en exil) ; lui seul est donc habilité à recevoir cet or, ou des marchandises d'une valeur équivalente. En le frustrant de ces millions de dollars qui seraient si utiles à sa propagande et à son action, Khrouchtchev fait la preuve, une nouvelle fois, de sa collusion avec le fascisme.

600.000 SALARIES DE PLUS EN UN AN

Un tout récent chiffre pour ceux qui prétendent qu'il y a aujourd'hui un déclin du salaire : d'après un recensement du ministère du Travail, la France comptait en avril 63, 600.000 salariés de plus qu'en avril 62.

Robert LOUZON.

Le prolétariat est-il en décroissance relative ?

Il ne fait pas bon toucher aux dieux détenteurs de cette vérité vraie qu'on a pu condenser en quelques affirmations sacrées.

Avoir écrit que le « prolétariat est en décroissance relative » c'est avoir choisi un prétexte pour prétendre que Marx s'est trompé et s'être plu à « prendre un géant comme tête de Turc ».

Certes, nous n'avions pas de si sombres desseins en exprimant ce que nous pensons être une réalité.

Il est bien exact que le nombre de salariés, même avec le développement du machinisme, ne cesse de s'accroître. Louzon ne fait que souligner cette réalité en utilisant les statistiques officielles (heureusement que ce n'est pas moi !), mais il nous donne, croyons-nous, le pourcentage de salariés dans la population active, pourcentage qui englobe certainement, les directeurs d'usines, les cadres, les employés, tous les improductifs payés au mois et qu'on ne peut qualifier de prolétaires, même si, pour justifier l'appellation, on arrive à démontrer qu'ils sont exploités par les capitalistes. Et ces improductifs sont en nombre croissant dans la société industrielle moderne, que ce soit dans les sociétés capitalistes occidentales ou dans les sociétés étatiques de l'Est ; ils croissent en nombre bien plus rapidement que les prolétaires, en nombre et en importance, certains des cadres d'entreprises ou des institutions de l'Etat réalisant déjà ou tendant à réaliser une nouvelle forme de société dont ils seraient les dirigeants.

Mais ce pourcentage comprend également, les directeurs, cadres et employés des sociétés commerciales, des banques, des hôtels, des transports, de tous les services de distribution ; il comprend même, sans doute, la masse croissante de la bureaucratie de l'Etat et des services publics.

Marx avait même prédit la prolétarianisation des classes moyennes, des artisans et des petits entrepreneurs. Cela s'est produit partiellement, mais, dans le même moment, se sont constituées de nouvelles entreprises, se sont installés de nouveaux artisans, de nouveaux commerçants... à côté d'un nombre croissant de professions libérales, si bien que, si l'on s'en remet (excusez-moi) aux statistiques données dans le rapport de la « Communauté économique européenne » publié en août

1961, on constate qu'en France les employeurs indépendants non agricoles ont été évalués en 1958 à 2.605.000, sur les 18.575.000 emplois civils, qui comprennent en outre 4.700.000 agricoles et 11.270.000 salariés non agricoles. Une des industries les plus concentrées : l'automobile, fait vivre des dizaines de milliers de petites entreprises, artisans, distributeurs d'essence... Et il en est de même pour la radio, la T.V., les appareils ménagers dans d'autres proportions.

En Allemagne fédérale, on comptait 17.700.000 salariés non-agricoles et 6.015.000 travailleurs indépendants et aides familiaux, dont 2.665.000 non-agricoles (moyenne 1958-1960).

Les agriculteurs sont en décroissance, mais ce n'est plus une catégorie sociale qui se laisse absorber par les propriétaires de grands domaines, c'est une catégorie sociale qui est en train de s'affirmer comme une classe de travailleurs indépendants, se libérant des traditions, s'adaptant aux conditions modernes de la production.

Quant aux classes moyennes, elles sont encore fort nombreuses et fortement organisées, et il ne saurait être question de les voir disparaître.

« La Revue française du travail » n° 3, 1954, donne, d'après le Ministère du Travail, 5.501.000 salariés pour le secteur secondaire (industrie) et 5.512.000 salariés pour le secteur tertiaire, dont :

- 720.000 pour les transports et manutention ;
- 1.240.000 pour les commerces, banques, assurances ;
- 117.000 pour les soins personnels ;
- 560.000 pour les services domestiques ;
- 275.000 pour les professions libérales ;
- 1.600.000 pour les services publics, administrations et armée (professionnelle).

De 1896 à 1954, d'après les recensements quinquennaux, l'ensemble des salariés est passé de 11.482.000 (87 départements) à 13.084.000 en 1921 (90 départements) et 12.536.000 en 1954. Les salariés agricoles y entraient respectivement pour 3.278.000, 2.839.000 et 1.152.500.

En face des salariés, nous trouvons, aux mêmes dates, 5.223.000, 6.186.000 et 3.983.000 exploitants agricoles et aides familiaux et 1.764.000, 2.025.000 et 2.658.400 entrepreneurs des secteurs secondaire et tertiaire, aides familiaux compris.

Aux U.S.A., sur une population active de 62 millions 142.000, en octobre 1954, on distinguait 50 mil-

lions 234.000 salariés, 5.473.000 exploitants agricoles et 6.435.000 entrepreneurs. Mais, dans les salariés, combien y a-t-il de millionnaires ?

Un tableau de « Etudes et Conjonctures » de mai-juin 1953 donne pour les salariés en France l'évolution suivante :

	ouvriers	employés	domestiques
1851 (86 dép.)	10.766.000 (90,1 %)	272.000 (2 %)	907.000
1881 (87 dép.)	6.934.000 (75,9 %)	1.041.000 (11,3 %)	1.156.000
1891 (87 dép.)	7.619.000 (78,5 %)	1.159.000 (11,9 %)	926.000
1901 (87 dép.)	9.252.000 (76,5 %)	1.886.000 (15 %)	954.000
1921 (90 dép.)	9.912.000 (75,8 %)	2.385.000 (18,2 %)	787.000
1936 (90 dép.)	8.598.000 (71,3 %)	2.678.000 (22,2 %)	759.000

Pour 1953, un sondage de l'INSEE d'octobre 1954 donne pour les salariés 59 % d'ouvriers, 37,5 % d'employés et 3 % de domestiques. Cette tendance à l'accroissement des employés a été générale.

Jean Fourastié, dans le n° 177 de la « Table ronde » donne le tableau suivant de la répartition des qualifications professionnelles dans l'industrie française (pour 1000 travailleurs) :

	1952	1957	1961	1965	1975
Cadres et techniciens.	85	95	120	135	170
Employés	105	108	110	115	120
Ouvriers	810	802	770	750	710

Ces statistiques évidemment ne sont pas plus exactes que celle à laquelle se réfère Louzon, mais elles traduisent en chiffres plus ou moins exacts. les tendances qu'on peut constater en comparant la composition des habitants de notre quartier ou les travailleurs d'une usine à celle des personnes des mêmes lieux à la fin du XIX^e siècle.

Chez les employés, il y en a dont le sort se rapproche de celui des manuels ? C'est exact, mais chez les ouvriers le nombre des non-qualifiés, c'est-à-dire de ceux qui ressemblent le plus aux

prolétaires de l'époque de Marx et dont la paupérisation devait s'accroître, de ceux que la concentration et le progrès technique devaient plus particulièrement engendrer et qui devaient grossir encore avec l'apport constitué par les classes moyennes prolétariées, ne constitue qu'une fraction des salariés.

Une statistique de la « Revue internationale du travail » (mars 1953) relative aux établissements de plus de 10 salariés, non compris l'eau, le gaz et l'électricité, les combustibles, les minerais solides, la S.N.C.F. et la Régie autonome des transports parisiens, donne 35 % d'ouvriers qualifiés, 36 % d'ouvriers spécialisés et 29 % de manœuvres. Toujours en France, un sondage au 1/20 effectué sur la base des données fournies par le recensement de 1954 (Bulletin hebdomadaire de statistique 28-5-55) donne la répartition suivante :

Ouv. qualifiés et contremaîtres.	2.901	47 %
O.S. et mineurs	2.049	33 %
Manœuvres et apprentis	1.249	20 %

Colin Clark, voulant dégager une évolution de longue période donne les chiffres suivants pour les U.S.A. :

	1910	1940	1947
Ouvriers qualifiés et contremaîtres	14,6 %	10,7 %	6,8 %
Ouvriers semi-qualifiés	14,7 %	21 %	21,5 %
Ouvriers non qualifiés (industrie et commerce)	11,7 %	11,7 %	13,3 %
Ensemble des ouvriers non qualifiés (y compris domest. et salariés agricoles)	36 %	25 %	
Employés et spécialisés	10,2 %	17,2 %	18,2 %

Nous avons naturellement perdu notre temps en produisant des statistiques imprécises dont on peut discuter la manière d'établir les catégories, et l'on peut signaler des différences et même des contradictions dans les classifications données. Nous les reproduisons simplement à titre indicatif parce qu'elles correspondent, dans l'ensemble, à une réalité palpable.

Il est fort probable qu'en utilisant la méthode d'analyse de Marx sur des matériaux plus précis, nous aurions abouti à des conclusions très voisines. C'eût été rester plus fidèles à Marx que de répéter des conclusions ou des prévisions établies en 1850, alors que certains facteurs d'évolution économique et sociale n'étaient pas prévisibles ou prévisibles avec une perspective de développement différente.

Nous persistons donc à dire que le prolétariat défini par Marx, et dont la situation devait s'aggraver, celui qui, pour vivre n'a d'autre possibilité que la vente de sa force de travail, qui est soumis à l'insécurité totale, à la dépendance totale de l'employeur et de la machine, qui n'a comme rémunération qu'un salaire lui permettant de s'entretenir et d'entretenir sa famille avec le minimum vital du moment, se trouve en décroissance relative et le sera encore plus dans les décennies qui viennent.

Nous ne croyons pas que c'est offenser la mémoire « du géant de la pensée » que fut Marx et nous pourrions tout aussi bien, en appliquant sa méthode d'analyse à la société actuelle, arriver à constater que la concentration capitaliste

n'a pas développé comme prévu la conscience de classe, poussant plutôt à une grégarisation à laquelle prédispose d'autre part le nouveau genre de vie ; à constater la prédominance croissante des organisateurs qui semblent devoir devenir les animateurs et dirigeants réels des sociétés industrielles, capitalistes ou étatiques. Nous pourrions même insinuer que le capitalisme ne provoque plus de ces crises qui, comme en 1929, le mettaient en danger... et devaient, selon Marx, le conduire à sa perte.

Le progrès technique a provoqué une évolution sensiblement différente de celle que laissait supposer l'état de la technique en 1850. Ce n'est pas insulter Marx que, partant des conditions actuelles de production et de leur orientation, de constater que le capitalisme n'engendre pas forcément, directement, de par son simple développement, une société sans classes dont le prolétariat grandissant en nombre et en conscience serait l'artisan.

Signalons, pour terminer, qu'à notre connaissance, Marx n'a pas nettement rancé, au sujet de leur classement dans la classe ouvrière ou parmi les profiteurs de la plus-value, le cas des salariés improductifs. Ni les uns ni les autres ne peuvent pourtant être assimilés à ces prolétaires payés au salaire le plus bas possible, menacés par le chômage, par le renvoi abusif, par les crises, et qui devaient, selon Marx, constituer de plus en plus, l'énorme majorité non pas des salariés, mais de la population active, face à la bourgeoisie capitaliste, décroissante en nombre.

Ne bénéficient-ils pas, les improductifs, avec les fonctionnaires, tout au moins dans leur grande majorité, d'avantages acquis aux dépens de la part des travailleurs productifs? On ne saurait justifier l'affirmation de Marx sur l'accroissement du nombre de prolétaires, de vrais prolétaires et dont le sort ne fait que s'aggraver, par les chiffres de Louzon. Cela mérite certes, encore des précisions, de même que les chiffres que je donne. J'espère que Louzon, qui est plus qualifié que moi sur les problèmes soulevés, et d'autres camarades qui ont la possibilité de consulter les études des centres de documentation parisiens, éclaireront ma lanterne sur ce sujet, car j'ai bien conscience de ne disposer que d'une documentation très imparfaite qui peut être complétée ou corrigée, ou dont les conclusions peuvent être renversées par d'autres statistiques. De toute façon, je les en remercie tous, s'ils le font, pour moi et pour les lecteurs de la « R.P. ».

U. THEVENON.

Parmi nos

LETTRES

Sur Cuba

De Clément DELSOL (Paris) :

Les extraits du rapport de la Commission internationale des juristes sur « Cuba et le règne du droit », reproduits dans le dernier numéro de la R.P., ne m'ont pas convaincu que nous devons condamner le régime cubain.

Dans le « Monde » du 13 août, j'ai lu que Castro vient de prononcer un discours protestant contre le manque de démocratie existant à Cuba. Il y a un an il protestait violemment contre ceux qui voulaient appliquer le stalinisme à Cuba.

Plusieurs camarades attaquent le régime castriste. Je crois bien que tout ce qui se fait à Cuba n'est pas parfait, mais jusqu'à preuve du contraire je crois que les intérêts de la masse du peuple sont défendus. Je crois aussi que l'on essaye de faire du socialisme.

Il est sans doute regrettable que Castro soit lié avec Moscou, mais pouvait-il faire autrement? C'est tout de même l'aide de l'U.R.S.S. qui a fait échouer le blocus économique établi par les U.S.A.

Cuba est un exemple pour toute l'Amérique latine. J'ai parlé avec un étudiant uruguayen, qui s'est affirmé fièrement castriste.

Il est bien regrettable qu'un camarade sûr et compétent ne puisse faire le voyage de Cuba et voir ce qui s'y passe.

A propos des objecteurs de conscience

De G. WALUSINSKI (Paris) :

L'attaque de Louzon (R.P. de juillet-août 63) contre les objecteurs de conscience qui sont Témoins de Jéhovah m'a indigné. Louzon peut considérer que les Témoins de Jéhovah ont tort de croire ce qu'ils croient ; il a évidemment le droit de considérer que toute croyance religieuse est contraire à la raison (je lui reconnais d'autant plus facilement ce droit que je demande aussi la permission d'en user). Mais traiter « d'infirmes mentaux » ceux qui ne pensent pas comme lui, c'est dépasser la mesure.

Il devrait être bien entendu que Louzon seul est responsable en cette affaire et que la R.P., dans son ensemble, je veux dire ses rédacteurs et ses lecteurs, n'est en rien solidaire de son jugement. Cela sera peut-être facilement admis par les camarades qui connaissent la façon dont notre revue est faite. Je crains que ce soit plus difficile pour des lecteurs non prévenus et de toute façon il faut que ce soit nettement précisé.

C'est pourquoi je demande l'insertion de la présente mise au point.

Mais je ne voudrais pas en rester à ces remarques de protestation et de regret. Si la R.P., contre vents et marées, continue à paraître, c'est parce que nous sommes un certain nombre à avoir besoin de la liberté d'expression qu'elle nous permet. Que celle-ci soit le climat indispensable pour des études sérieuses, pour des discussions fructueuses, nous en sommes tous convaincus.

Sommes-nous parfaitement assurés de pouvoir réaliser un jour dans la réalité la révolution que nous rêvons de façon plus ou moins précise? Chacun de nous est-il certain d'avoir toujours été parfaitement fidèle à cet idéal (dont l'imprécision, aussi regrettable qu'elle soit, ne limite pas la nécessité d'une stricte fidélité), sans en avoir dévié d'une ligne? Pour les plus anciens d'entre nous, de 1914 à 1963, les occasions de se fourvoyer n'ont pas manqué et pour moi, qui balance entre deux âges, comme dit Brassens, de 1934 à 1963, il y a eu aussi de « bons » moments!

Il devrait donc être bien entendu, pour chaque rédacteur ou lecteur de la R.P. que ceux qui ne pensent pas comme lui ne sont pas pour cela des débilés mentaux. Puisque la révolution prolétarienne n'est peut-être pas pour demain dans la réalité, commençons par réaliser dans notre revue ce qui sera sans doute sa plus haute vertu : le climat de liberté, de tolérance qui favorisera son épanouissement et en fera quelque chose de si différent des prétendues révolutions contemporaines.

Et, en attendant cette révolution sans tyrannie, chapeau bas devant tous les persécutés, même ceux dont nous n'approuvons ni les idéaux ni les actes.

Rappelons, à ce propos, qu'il aura fallu la ténacité de Lecoin menaçant le gouvernement de risquer à nouveau sa vie dans une grève de la faim dont les répercussions d'agitation dans tout le pays n'eussent pas manqué de lui créer quelque embarras, pour que celui-ci recule et prenne l'engagement d'obtenir dès le début de la session d'octobre le vote définitif du statut des objecteurs de conscience qui, quoique passablement édulcoré et dénaturé par les tortueuses manœuvres du sieur Debré — dont la rancœur s'exhale à toute occasion depuis qu'il a été cassé aux gages — permettrait la libération des objecteurs et leur transfert dans un service civil.

Défense de l'esperanto

De CAUBEL (Loire), à l'adresse d'Hagnauer :

Votre article de mai « Querelles de langues », sympathique dans l'ensemble aux efforts des espérantistes, détruisait l'effet fâcheux de la petite note de Louzon, dont je connais le point de vue que j'ai eu l'occasion de discuter assez longuement en une lettre que la R.P. a insérée il y a bien une dizaine d'années.

Mais plusieurs abonnés espérantistes de la R.P. m'ont signalé quelques inexactitudes dans votre article.

Votre allusion au rôle du français du XVIII^e siècle (sujet très digne d'intérêt pour éclairer la question) est un peu sommaire. Sur le bilinguisme obligatoire, les espérantistes sont très sceptiques.

Mais c'est la langue internationale qui m'intéresse plus spécialement. Vous méritez un bon point pour reconnaître sa valeur littéraire, malgré Charlemagne. Et je pourrais vous citer bien des faits probants à ce sujet.

Mais vous êtes mal informé sur la question de la pluralité des langues internationales. En fait, il n'y a guère eu que cinq ou six systèmes effectivement pratiqués ; et actuellement il n'en existe plus que quatre. Mais leur efficacité est loin d'être la même. Plus de 95 % des pratiquants d'une langue internationale font de l'esperanto. Depuis les années 20 l'ido se survit très péniblement. L'interlingua n'a qu'une extension fort réduite.

Enfin il est excessif de dire que le stalinisme a détruit les espoirs espérantistes. L'esperanto ne reprend que faiblement en U.R.S.S., mais il prospère dans beaucoup de pays de l'Est ; et de notre côté, il n'a nullement envie de cesser son action.

APOLOGIE DU GAULLISME PAR DEUX EX-STALINIENS...!

Il faut l'avouer. Si le gaullisme ne manque pas de matière... ministrable, s'il peut facilement recruter des législateurs dociles et des journalistes zélés, il manque d'apôtres, autant que de doctrinaires et de philosophes. Un Dieu qui parle souvent et beaucoup décourage les prophètes dont le délire sacré s'accorderait mal avec une rhétorique capable d'enfler des vérités premières, de simplifier la réalité, comme d'allumer des pétards ou de glisser des insinuations à longue portée. Et le maître ne doit guère accorder ses faveurs aux idéologues qui se permettent d'interpréter sa pensée. Aussi faut-il quelque audace pour se proposer d'écrire la philosophie du gaullisme! — c'est-à-dire d'en établir la nécessité historique. L'astuce, c'est de placer le gaullisme dans un processus général et de démontrer qu'il correspond exactement à la dernière étape de cette évolution vers l'ère industrielle, tout en exprimant l'originalité profonde du peuple français, conforme à ses traditions comme à ses espoirs.

Une telle tentative mérite mieux qu'un simple compte rendu bibliographique. Un livre que nous avons ouvert avec quelque curiosité nous semble digne d'une attention exceptionnelle, non à cause de sa valeur historique et littéraire, mais par l'intention de ses auteurs d'élaborer cette philosophie du gaullisme.

Une jeunesse libérée de son... infantilisme politique !

C'est en effet avec une vive curiosité que nous avons ouvert ce livre des Editions du Seuil publié dans la collection : *Histoire immédiate*.

Le titre : *Fascismes français* attirait par son pluriel. Le fascisme étant singulier et unique, par définition. La période : 1923-1963 : quarante années qui débutèrent à l'aube du mussolinisme italien et s'achèvent à l'épanouissement du gaullisme français.

Enfin les auteurs : deux jeunes inconnus qui — disent-ils — « refusent à trente ans de se laisser emprisonner par ce passé qui fut leur enfance et d'entrer dans le jeu des passions politiques rivales qui voulaient encore une fois régler leurs comptes sanglants au nom du patriotisme. Ils jettent sur les événements de notre histoire contemporaine le regard attentif de l'analyste et s'efforcent de comprendre les mécanismes d'une réalité que se renvoient sans cesse les miroirs déformants d'une idéologie. »

Voilà sans doute une ambition... pour ne pas dire une prétention fort louable. Voyons les notes biographiques de la couverture.

Jean Plmyène : 31 ans, sans profession précisée. *Stalinien intransigeant à 20 ans. Puis après le XX^e Congrès : phase oppositionnelle. Depuis le 13 mai, abandon progressif de la politique.*

Donc stalinien de 1952 à 1956 — puis antistalinien, lorsque Khrouchtchev eut dénoncé le culte de la personnalité — puis apolitique, lorsque Mongénéral prit le Pouvoir. En voilà un au moins qui a vite compris... « les mécanismes de la réalité »... entendez la technique de l'adaptation.

Il faut que jeunesse se passe... mais quand elle passe trop vite, c'est que les dents de sagesse sont à la fois précoces... et longues.

L'autre : Raymond Lasierra est professeur d'anglais à 35 ans. Venu au communisme « en suivant jusqu'au bout la trajectoire de J.P. Sartre. Oppo-

sitionnel jusqu'en 1959 puis démissionnaire. Il prépare une thèse sur l'opposition communiste de 1928 à 1940. » On ne nous dit pas s'il s'agit de l'opposition des communistes au Pouvoir — ou de l'opposition intérieure des partis communistes.

Pourquoi 1928 ?

Est-ce parce que ce fut cette année-là que l'on inaugura la fameuse tactique : classe contre classe, qui favorisa la réaction en France et contribua au succès hitlérien en Allemagne ? Est-ce parce qu'en 1928 s'opéra en France la fusion des oppositions trotskyste et zinovieviste ? Est-ce tout simplement parce que le professeur Lasierra naquit cette année-là ? On lui pardonne alors d'ignorer qu'avant sa naissance, dès 1924, la plupart des fondateurs de l'Internationale Communiste, la plupart des zimmerwaldiens, c'est-à-dire des internationalistes authentiques, avaient abandonné le Parti ou en avaient été exclus.

Le livre se compose de deux parties bien distinctes.

La première (1922-1940), n'a — d'après les auteurs — qu'un caractère anthologique. Mais pour la seconde, 1940-1963, ils peuvent intervenir, car juin 1940 est « leur premier souvenir politique ». Le plus vieux, à cette époque, avait 12 ans, le second 7 ans et demi. Alphonse Daudet, dans « Tartarin sur les Alpes », signale la précocité... tarasconnaise du pharmacien Bézuquet qui, embarqué sur la « Méduse », cria, au capitaine, avant le terrible naufrage : « A ton banc de quart, misérable ! ». Or, il avait six mois lorsque voguait au gré des flots le radeau immortalisé par Géricault. Jean et Raymond ne sont tout de même pas aussi Tarasconnais... nous voulons dire aussi précoces.

Le gaullisme : privilège et promotion de la France

Les auteurs ont voulu « traiter essentiellement une idéologie ». Grâce à eux on voit « se constituer une métaphysique, une politique, une sensibilité, une mythologie... bref un système complet ». Ce serait, paraît-il, « la négation convulsive, révolutionnaire du libéralisme économique et politique. Mais en France, on a pu passer à la société industrielle d'aujourd'hui, sans l'épisode d'une révolution nationale-socialiste ».

On voit la thèse... et l'exception. Peut-on deviner cependant que cet heureux privilège de notre pays s'est révélé... en 1958 ? Ce n'est pas dit clairement... c'est même jusqu'à la fin assez difficile à déceler. Mais la conclusion illumine par son évidence. « Le gaullisme sera la forme sous laquelle se sera effectuée la mutation de la France en société industrielle ».

« Politique personnelle » — ce qui n'est pas fasciste... Car « le chef fasciste n'est que le prophète d'un verbe démiurgique. Il n'est pas l'auteur de sa pensée. Le général de Gaulle est l'auteur de la sienne ».

Alors, à cause de sa densité historique, on peut évoquer à son propos Louis XIV, Napoléon I^{er}, Napoléon III, même Boulanger. « Tandis qu'Hitler est demeuré un chômeur en uniforme ».

Et il s'agit bien de l'avènement de 1958... car de 1947 à 1953, « l'économie française restait stagnante, se prolongeant dans son mouvement et ses structures ». C'était aussi l'époque de la guerre froide, donc le R.P.F., fondé par de Gaulle, se dévoyait par l'occidentalisme, c'est-à-dire l'anticommunisme fascisant.

Alors, Mongénéral a dissous le R.P.F. et attendu l'heure de la conjonction « gaullisme et essor industriel »...

Un intellectualisme trop intelligent !

Que l'on ne s'y trompe pas. Le livre témoigne d'un « intellectualisme... intelligent »..., ce qui n'est pas aussi banal qu'on le croit. C'est fort intelligemment que nos auteurs ont choisi les extraits de presse de leur anthologie. Et tout aussi intelligemment qu'ils justifient la politique anticoloniale de Mongénéral, qu'ils démontrent l'absurdité foncière des irréductibles Français d'Algérie, leur « ambivalence affective » qui les porte à l'égard de la métropole, de l'exaltation patriotique à l'hostilité violente, et à l'égard des Musulmans de la familiarité à l'agressivité meurtrière (1).

— Et sur l'inexistence d'un « fascisme français » réel, comme sur le caractère dérisoire des guerres « nationales » aujourd'hui, aussi sur l'anachronisme poujadisme... pseudo-fascisme de la boutique, nous retrouvons des idées qui nous sont familières et que nous avons formulées ici même.

Seulement, lorsqu'on se croit trop intelligent on a tendance à négliger les faits gênants et sordides. Nous comprenons fort bien que ces jeunes intellectuels aient méprisé la collection de la R.P. Ils la connaissent sans doute. Ils la citent... une seule fois..., parce qu'ils y ont trouvé... des phrases de Doriot (!). Peut-être un peu plus de curiosité descendante leur aurait-elle permis de découvrir dans nos premiers numéros une réaction fort nette contre la démagogie des « bolchevisés »... inventant dès 1925 le fascisme français pour justifier leur politique — des renseignements assez précis sur le fasciste qui osa dire son nom : Gressent, dit Georges Valois... vaguement libertaire qui ne se mêla à l'action syndicale que pour la troubler et qui mérite si peu l'épithète d'anarcho-syndicaliste (2), qu'il adhéra à l'Action Française en 1906... l'année de la Charte d'Amiens — aussi une explication du saut de Doriot, ancien « soldat d'honneur de l'Armée rouge »..., futur lieutenant de la milice pro-nazie... Peut-être auraient-ils surtout complété une documentation... littéraire par quelques aperçus sur une évolution marquée par les grandes luttes ouvrières, la campagne pour l'unité syndicale, la grève générale du 12 février 1934, les légendaires journées de juin 1936 — aussi quelques critiques des « cohues antifascistes », des différents « planismes »..., sans omettre les relations — les premières peut-être — sur les mouvements nationaux dans l'Inde, le Vietnam, la Tunisie, l'Algérie. Parler des réalités ou des fictions fascistes, sans ce « contexte », équivaut à parler du marxisme sans dire un mot de la Révolution industrielle du dix-neuvième siècle...

Oh ! nous ne nions pas le talent d'analystes... littéraires de nos auteurs. Et nous n'hésitons pas à juger remarquables leurs essais sur Robert Brasillach, Drieu la Rochelle, Malraux et Sartre.

Aussi, leur originalité dans... l'affabulation littéraire.

(1) Notons à ce propos la virtuosité de nos jeunes courtisans dans l'art de l'allusion apologetique : « Il est sans intérêt d'accuser le chef de l'Etat de fourberie, en mettant en relief le fait qu'il a été porté au pouvoir par les éléments favorables à l'Algérie française. Plus simplement il a su percevoir la nécessité historique... etc. »

Que dites-vous de ce... « sans intérêt » ?

Le Tartuffe de Molière est beaucoup trop grossier, lorsqu'il dit à Orgon : « La maison est à moi. C'est à vous d'en sortir... »

Nos subtils Eliacins gaullistes lui auraient fait dire :

« Il est sans intérêt de savoir à qui appartient la maison. La nécessité historique m'impose d'y rester et de vous contraindre à en sortir... »

(2) Ce sont nos auteurs qui le qualifient ainsi.

Qualifier la guerre de 1939-1945 de conflit entre... des idéologies. Chercher dans... Freud, l'explication de la panique de 1940. Attribuer une valeur... « mystique » au repli du gouvernement et de pas mal de fuyards dans le refuge du Massif Central... ainsi qu'à « la promotion » des Auvergnats Laval et Déat. Chercher une justification idéologique au soulagement du peuple français, lorsque Pétain incarne... la paix provisoire... Et ensuite classer dans les manifestations... fascistes, le goût du cinéma d'avant-garde ou le succès... relatif de la revue *Planète*, mêlant la science pure... et la fiction scientifique, même l'architecture de Le Corbusier..., C'est là prouver de sérieuses dispositions pour le roman ubuesque ou l'imitation de Pierre Dac, délice loufoque... (3).

1940 : la fuite fut glorieuse et salutaire !

Nous pourrions démontrer l'insuffisance d'une explication purement littéraire et intellectuelle des mouvements qualifiés fascistes par... les antifascistes, comme de ceux que nos auteurs reconnaissent comme les seuls fascismes authentiques importants : celui détaché de « l'Action Française », dirigé par Georges Valois qui, d'ailleurs dans les dernières années d'avant-guerre, obliqua vers l'extrême-gauche et flirta quelque temps avec le regretté Marceau Pivert et même avec nos bons camarades de l'Ecole Emancipée et qui termina une vie souvent déconcertante par une fin courageuse et édifiante en déportation — celui détaché du bochevisme qui, avec Doriot, s'intégra dans l'hitlérisme.

Inutile d'insister sur les tentatives menées pendant l'occupation pour créer un national-socialisme français, face au paternalisme de Pétain — qui, comme nous le reconnaissons avec nos auteurs, n'avait rien de fasciste — sous le patronage de Hitler, ce qui suffisait pour le discréditer totalement.

L'intellectualisme intervient encore ici pour classer collaborationnistes pro-hitlériens et résistants pro-gaullistes selon des critères mythiques et idéologiques qui ne représentent rien dans le souvenir de ceux qui ont vécu cette période tragique et survécu à d'atroces épreuves.

On ne sourit même pas en lisant une interprétation... « freudienne » de la panique de 1940 que la débâcle des armées justifiait pleinement. Ces jeunes gens ont le culot d'écrire que « la supériorité matérielle et mécanique de l'armée allemande, cette supériorité — qui, deux ans plus tard, n'effraiera plus la Résistance (4) — explique la défaite, non la

(3) L'Histoire ne se tient pas dans les sommets idéologiques. Il faudrait du concret, et scruter l'origine des ressources des différents mouvements. Par exemple qui subventionnait Doriot, à partir de 1936 ? La qualité morale de certains de ses lieutenants inclinerait à juger le Führer de Saint-Denis comme le vulgaire chef d'une bande crapuleuse. Quant aux Croix de Feu, on sait qu'ils furent subventionnés, sur fonds secrets, par le plus corrompu des hommes d'Etat, de la Troisième.

La Rocque, cependant est mort en déportation, comme Georges Valois, ce qui arrête évidemment toute polémique rétrospective.

(4) Il y a tout de même des simplifications abusives parce qu'indécentes. Nul ne songe à nier le courage des combattants des différents maquis. Leur seule existence a gêné considérablement l'état-major allemand, qui ne pouvait procéder aux regroupements et déplacements nécessaires. Mais ce harcèlement n'avait rien de commun avec le heurt de deux armées régulières. Les maquisards n'agissaient que lorsque les divisions allemandes étaient absentes et se dérobaient lorsqu'une formation blindée tentait de les atteindre. Même en 1944 (nous l'avons constaté à Clermont-Ferrand) la libération des villes s'effectuait ordinairement après leur évacuation par les troupes allemandes. Et l'on sait qu'à Paris même, si la Kommandatur avait appliqué les instructions implacables d'Hitler, la

débâcle ». Cette idée d'une sorte de décomposition... « psychologique » du peuple français a permis d'estomper les lourdes responsabilités des responsables militaires et politiques — et d'opposer le combattant de 1914 au fuyard de 1940. Malheureusement, pour ce légendaire escamotage, les mêmes causes ont produit les mêmes effets. La stupidité de l'état-major, toujours en retard d'une guerre, pensant en 1870 sur les souvenirs napoléoniens, en 1914 sur ceux de 1870 et en 1940 sur ceux de 1917, a abouti trois fois à des résultats identiques. Il y eut après Charleroi en août 1914 une débâcle et une panique comparables à celle de 1940. Mais l'armée allemande a rencontré sur la Marne en 1914 des forces neuves qui l'ont stoppée. Tandis qu'en 1940, il n'y avait plus rien au-delà de la Loire...; et le plan Schliffen d'attaque massive aux charnières, déjà appliqué en 1914 sans succès total, fut repris en 1940 et réussit complètement.

Ce « mouvement centrifuge de la France envahie, répudiant toutes ses superstructures, retournant à sa terre », exprimerait « la régression historique d'un peuple raisonnable et retardataire devant un peuple déraisonnable, mais... « industriel ». Explication qui nous amène par étapes... au redressement de 1958. Elle est aussi valable que celle — relevée non sans ironie par les auteurs — de M. Daniel Mayer interprétant l'exode comme « la première manifestation de l'esprit de Résistance (!?) ». Pourquoi pas après tout ? La désertion de Thorez en 1939 ne fut-elle pas un exploit patriotique ? Peut-être parce qu'elle assura la sécurité d'un futur ministre de de Gaulle !

Falsification par excès de zèle

Mais c'est évidemment dans l'étude de l'après-guerre que se révèlent les tendances des auteurs. Reconnaissons encore que les chapitres consacrés à l'intolérance des « libérateurs », aux survivances... fascistes, puis à l'O.A.S., n'appellent pas de commentaires... au moins en cet article.

L'essentiel, c'est cependant l'habileté avec laquelle on nous conduit progressivement à l'apothéose gaulliste.

Cela nous mène à opposer au nazisme européen « qui survit à l'écroulement de l'Allemagne nazie » (sic) l'Europe industrielle, réalisée d'abord par l'ensemble homogène des deux homologues : la France et l'Allemagne, et qui maintiendra sous une surface unie « l'infinie diversité des mœurs, des institutions, des cultures... » On retrouve là le grand dessein carolingien.

Mais le gaullisme de 1958 impose naturellement de se séparer de l'Occident anglo-saxon et de ménager l'U.R.S.S. On se récrie. Voyons ! Il est ridicule d'incriminer Charlemagne d'un rapprochement avec Moscou, alors qu'il représente aujourd'hui la fermeté en face de l'empire post-stalinien, tandis que Kennedy veut s'entendre avec Khrouchtchev. C'est justement là que s'esquisse la manœuvre. On est fermement contre Moscou, parce que Moscou semble se rapprocher de Washington, alors qu'on voulait — et que l'on espère encore — jouer le jeu de Moscou pour affaiblir Washington.

Nos auteurs, dans leur hâte à discréditer l'occidentalisme, ont même commis un acte qui ressemble bigrement à une falsification volontaire. Afin de prouver que le gaullisme de 1947 à 1953 s'égareait dans l'occidentalisme anticommuniste, ils ont délibérément fait de la revue *Preuves* un

Résistance aurait été écrasée sous les ruines de la ville.

Tout cela ne diminue pas le courage de ceux qui furent d'authentiques combattants de la Résistance. Mais la débâcle française de 1940 et la débâcle allemande de 1944 ne prouvent pas la lâcheté des soldats...

organe apparenté à *Liberté de l'Esprit*, publication réactionnaire.

Il s'agit, on le sait, du *Congrès pour la Liberté de la Culture* qui se prolongea en France par la publication de *Preuves* et l'organisation des « Amis de la Liberté ». Nous pouvons exprimer des réserves sur l'esprit de ces deux créations. Mais certains d'entre nous ont participé à des journées et des séminaires des « Amis de la Liberté ». Il est vrai que ceux-ci s'orientaient selon la résistance à la corruption de l'intelligentsia par le stalinisme. Mais cette tendance justifiait la pleine liberté de débats contradictoires et favorisait des expressions solides et sérieuses d'idées qui ne devaient rien au gaullisme et où il aurait fallu pas mal d'imagination pour y découvrir l'influence d'André Malraux. L'excès de zèle a conduit nos deux jeunes analystes à une opération qu'explique soit une ignorance inadmissible, soit une perfidie jésuitique...

Une condamnation implicite de « l'occidentalisme »

Ménager l'U.R.S.S. ? Nos auteurs sans doute reconnaissent que le communisme est la plus sommaire des modalités par lesquelles la société industrielle vient à l'existence, comme le fascisme en est la plus barbare (deux épithètes qui gagneraient à être précisées). Mais au cours de leurs fréquentes allusions aux problèmes internationaux, ils ne parlent de la politique de Moscou qu'en termes volontairement mesurés, presque déferents. « Le communisme et le libéralisme se sont liés finalement contre le fascisme... « après une longue période attentiste de l'U.R.S.S. »... » Curieux euphémisme... pour désigner la réelle et efficace alliance Hitler-Staline, brisée par Hitler (contre la volonté de Staline) pour des raisons qui n'avaient rien d'idéologiques (5).

C'est au président Truman que nos auteurs attribuent la responsabilité de l'inauguration de la guerre froide, par son discours de mars 1947. Or, c'est au cours de la même année que le gouvernement des Etats-Unis proposa le plan Marshall non aux seules démocraties occidentales, mais à TOUTE l'Europe, sans exclure l'U.R.S.S. et ses vassaux.

Nos auteurs, après avoir affirmé que la guerre d'Indochine change de signification en 1947 et devient la guerre du monde libre contre le communisme — idée toute faite que la politique américaine fort hésitante en ce domaine, au moins jusqu'en 1950, ne confirme pas — citent sans explications : le coup de Prague, le blocus de Berlin, l'affaire yougoslave, la guerre de Corée, pour aboutir à la ratification du Pacte atlantique en juillet 1949 « consacrant la division du monde en deux hémisphères rivaux ». Magie des formules savantes ! Si vous achetez un revolver pour vous défendre contre des agresseurs probables, vous consacrez l'antagonisme entre eux et vous.

Associant abusivement des hommes, d'esprit aussi différents que Raymond Aron et Jacques Soustelle, nos auteurs tirent de la vérité incontestable formulée par celui-là : *le communisme sert les desseins de l'impérialisme russe*, le principe de l'idéologie forcenée de celui-ci.

Une idée, une unité, un homme... offerts à la France

Mais il importe de démontrer que tout devait aboutir au grand dessein de l'homme providentiel : « rassembler la France sur la France pour assurer,

(5) Nos jeunes ex-staliniens osent encore écrire que ce fut grâce à la participation des communistes, après le 21 juin 1941, que la Résistance prit toute sa signification profonde — et que les communistes réintégraient ainsi la « communauté nationale ». Ils n'étaient donc plus des « nationalistes étrangers » selon le mot de Léon Blum — et pas encore les « séparatistes » dénoncés par de Gaulle !

à l'heure marquée par le destin, l'union des Français en cette pensée dynamique — *l'idée incarnée par LUI seul* — en quoi leurs passés se résument et qui leur permettra d'avancer dans l'ère industrielle ». Complicité profonde entre de Gaulle et Mairaux, que prouve « *le ravalement des monuments parisiens du siècle classique... entrepris afin que les pierres témoignent de la grandeur de la France d'hier... et que le passé s'associe au présent pour édifier l'avenir* »...

Nous rappelions Boileau :

« *Grand Roi, cesse de vaincre ou je cesse d'écrire...* »

en citant des propos ultra-gaullistes.

Ici, on penserait plutôt à la majestueuse pompe d'un Bossuet définissant la monarchie de droit divin...

Voici de Gaulle... tel qu'en lui-même enfin, le changent ses apologistes... pour l'éternité !

Nous pensions que l'Homme du 18 juin 1940 personnifiait la protestation contre les capitulards et les profiteurs de la défaite.

C'est que nous vivions trop près de l'actualité. Alors nous n'avons rien compris. Car il ne s'agissait pas de regretter une défaite prévisible, fatale, aggravée par « *la comédie de la peur que le peuple français s'est jouée à lui-même* » (sic !), et « *qui par ce moyen s'est écarté du chemin de la destruction* ». A cette époque, « *de Gaulle attachait plus d'importance à la reconstitution de l'unité française autour de sa personne qu'à la participation militaire de la France à la guerre* ».

Pendant la guerre froide de 1947 à 1953, le rassemblement du peuple français était impossible, à cause du Parti communiste. D'où la fatalité pour le Rassemblement du Peuple français (le R.P.F. fondé et dirigé par de Gaulle), de représenter la fermeté intransigeante dans la défense de l'Occident, et par voie de conséquence l'anticommunisme fascinant. Observons cependant — avec humilité ! — que l'opposition du R.P.F. se confondit souvent avec celle du parti communiste et entrava tant qu'elle le put aussi bien la politique Atlantique que la constitution de l'Europe.

Il est vrai que l'économie française restait stagnante...

De 1947 à 1953 ! Vous ne saisissez pas bien les motifs de cette précision chronologique ? Sans doute. C'est en 1953 que mourut Staline, chargé aujourd'hui de tous les péchés, y compris, celui de la guerre froide... avec Truman. Mais de 1947 à 1953, ce n'est pas seulement l'époque de la guerre froide, du Pacte Atlantique. C'est aussi celle de l'application du Plan Marshall. L'année 1946 laissait, par l'importation de denrées alimentaires et de matières premières industrielles, un déficit de la balance commerciale dépassant 100 milliards de francs.

En 1947 des estimations optimistes fixaient le rendement des exportations à 1225 millions de dollars. Mais les récoltes et les fabrications ainsi prévues dépendaient de 1900 millions de dollars d'importations d'énergie, de matières premières, de produits consommables et de 760 millions d'importations de produits d'équipement. Ce qui signifie que dans les meilleures conditions, la remise en marche de l'économie française nécessitait pour une seule année 1435 millions de dollars de crédits, soit plus de 500 milliards de francs de l'époque.

Mais sur cette attente du gaullisme assurant la mutation de la France... sur le totalitarisme, l'ère industrielle, l'impérialisme... il sera nécessaire de revenir, afin de prouver une fois de plus l'imposture des dictatures et l'aberration des intellectuels qui les servent.

Roger HAGNAUER.

Lettre du Paraguay

Le gang Stroessner

Environ 1 million 800 mille êtres humains vivent au Paraguay dont le territoire est aussi grand que celui de l'Italie. Plus de 600.000 Paraguayens habitent les pays voisins, Argentine et Brésil principalement. Ces deux chiffres situent le drame : ni la terre, ni l'industrie nationale ne nourrissent la population, laquelle doit aller chercher ses moyens d'existence hors des frontières.

C'est le long des fleuves, voies de communication naturelles, que la population atteint sa plus forte densité : rives du Pilcomayo, du Paraguay, du Parana, et la région entourant Asuncion, capitale qui compte trois cent mille habitants. Les quelques routes, les tronçons de chemins de fer indiquent, pour les avoir provoqués, les poussées de conquête des terres sur la forêt, les colonisations intérieures. Malgré les ressources naturelles du pays (bois essentiellement), malgré les possibilités diversifiées de cultures : coton, canne à sucre, fruits, l'économie est demeurée stagnante, liée à l'élevage lui-même pratiqué suivant des méthodes périmées. Si bien que le Paraguay, en dépit de son faible capital démographique, constitue un réservoir de main-d'œuvre qui participe au grand mouvement migratoire du cône Sud de l'Amérique latine, et dont les pôles d'attraction sont les villes du Nord argentin et du Sud brésilien.

Parcelles devenues tellement étroites, comme conséquence des successions et des partages entre héritiers, qu'elles ne peuvent plus nourrir les familles propriétaires, ou propriétés immenses sur lesquelles paissent des troupeaux à l'état demi-sauvage et n'occupant que quelques dizaines de « peones », conduisent aux mêmes conséquences : le départ des sans-travail vers la ville, que celle-ci soit en territoire paraguayen ou ailleurs.

Peut-on parler de classes sociales, c'est-à-dire de groupes stables prenant place dans une société hiérarchisée et jouant un rôle déterminé dans la production ? Il existe certes une paysannerie, qui va du valet de ferme au défricheur individuel, du petit cultivateur au propriétaire de domaines immenses, mais aucun de ces groupes n'est assez nombreux ou suffisamment conscient de son nombre pour constituer une couche sociale non plus qu'une force sociale. La classe moyenne — expression très courante en Amérique latine et qui couvre un invraisemblable fatras, rarement inventorié, depuis le salarié instruit et possédant un emploi fixe jusqu'au directeur d'entreprise, en passant par toute la gamme des fonctionnaires et des professions libérales — n'a pas plus de consistance. Une petite bourgeoisie d'avocats, de médecins, de notaires et de pharmaciens pourrait être définie, dont le rôle politique a toujours été important. Les commerçants — parmi lesquels une bonne partie sont d'origine étrangère — Arabes du Proche-Orient, Européens fils d'immigrés ou plus récemment installés — occupent une place d'une certaine importance dans les villes. Quant à la classe ouvrière, numériquement faible, sa formation est limitée par la stagnation économique, freinée par l'absence d'industrialisation. Elle ne prend visage que dans quelques secteurs : imprimerie, transports, bâtiment, port, textile, produits alimentaires.

Cette absence de structure, ce caractère invertébré du Paraguay conduiraient à penser qu'il s'agit d'une nation provinciale, d'un peuple endormi, et laisserait supposer que la vie politique est menée par quelques clans de notables et quelques équipes d'étudiants. C'est qu'à cette description il manque un dernier trait, qui l'achève et la transforme : l'armée. L'armée est à la fois le pouvoir, le parti du pouvoir, l'appareil d'Etat, l'entreprise d'exploitation du pouvoir. Elle fournit aussi à une fraction de la population un débouché, et de ce fait éponge en partie le chômage.

Si l'on demande à quoi sert l'armée paraguayenne, il est impossible de trouver une ré-

ponse sur le plan militaire. Les frontières ne sont menacées par personne, et si l'un des voisins envisageait d'envahir le pays, la réaction des autres serait immédiate. C'est la rivalité Brésil-Argentine qui garantit l'intégrité du pays. Il serait aujourd'hui difficile d'imaginer une nouvelle guerre contre la Triple Alliance, comme dans la seconde moitié du XIX^e siècle, ou une réédition de la guerre du Chaco contre la Bolivie.

Pourtant l'armée est nombreuse, bien outillée, et elle engloutit plus de la moitié du budget national. Il est des pays, comme le Pérou, où l'armée conserve une relative neutralité tant que son entretien est assuré par les partis au pouvoir et tant qu'une organisation politique ne se montre pas efficiente au point de rivaliser avec elle comme appareil de pouvoir absolu. Au Paraguay, dans la conjoncture présente, c'est au contraire l'armée qui manipule le parti officiellement au pouvoir. La preuve peut en être faite chaque jour : si un membre de votre famille ou un ami est arrêté, inutile de vous adresser à un député « colorado », membre de la majorité, non plus qu'au ministre de l'Intérieur ou à un haut magistrat. Mieux vaut prendre contact avec un proche collaborateur du général Stroessner, car ainsi la décision sera immédiate, et obéie. Cela vous coûtera peut-être cher, mais le procédé est garanti.

L'armée ne se contente pas de puiser dans les finances publiques pour son entretien et son maintien. Elle possède ses circuits commerciaux propres, qui l'avantagent et valorisent les soldes : coopératives, essence gratuite, véhicules à sa disposition, main-d'œuvre surtout, fournie par la troupe de recrues. Et enfin, non plus en corps constitué, mais par le truchement des éléments les plus débrouillards, les plus proches du pouvoir, ou les plus habiles à s'imposer par la crainte qu'inspire la force militaire, elle intervient dans tout ce que le Paraguay compte de courants commerciaux intérieurs ou d'échanges économiques avec l'étranger. Depuis l'exploitation des lignes de transport jusqu'à la contrebande de cheptel.

Inutile de préciser qu'en dehors des journaux et des organisations politiques qui se prêtent à la figuration, il n'existe ni parti d'opposition, ni presse indépendante. Par contre, une police nombreuse, dont le service d'information fonctionne grâce aux privilèges qui ont trouvé un emploi — par l'intermédiaire du parti Colorado officiel — et qui tiennent à le conserver, intervient chaque jour pour éliminer tout signe public de mécontentement. Ce n'est qu'à Buenos Aires, à Montevideo ou à Rio que l'opposition peut parler haut. Au Paraguay même, ce n'est que dans les fermes des paysans de tradition libérale, ou dans les cercles sûrs de militants rebelles, que s'égrenent les litanies, avec tant d'exemples de cruauté, d'oppression, de corruption et de vol, que le régime de Stroessner prend peu à peu son aspect authentique : un gang moderne exploitait un pays misérable.

C'est la médiocrité des salaires, des traitements et revenus en général qui permet en effet au régime de mener une politique visant le ventre. La sanction la plus efficace est la privation de travail. Le ralliement au gouvernement et son soutien ne coûtent pas cher dans un pays où l'emploi est rare. Un ouvrier du Livre, par exemple, parvient à gagner 6.000 à 7.000 guaranis par mois (c'est-à-dire, compte tenu de la valeur de la monnaie paraguayenne, 50 dollars), mais à condition de « doubler », de travailler le matin dans un atelier, l'après-midi dans un autre. Une employée de bureau perçoit 2.500 à 3.000 guaranis par mois ; un professeur d'université touche 4.000 guaranis. Le billet d'autobus vaut 5 guaranis, celui des microbus, plus rapides, 10 guaranis. Les marchandises vendues dans les magasins sont de qualité médiocre, « rossignols » du commerce international. La faim n'existe pas, car les denrées de base — manioc, maïs, agrumes — sont abondantes, mais l'alimentation est déséquilibrée et provoque de multiples carences.

Comme les salaires ne sont révisés qu'à dates fixes — tous les ans ou tous les deux ans — et que l'inflation est constante, on peut observer un phénomène significatif : pendant les trois ou six mois qui suivent le réajustement des salaires, le

budget familial répond à peu près aux besoins essentiels — nourriture, logement — mais très rapidement la hausse des prix des produits importés, des services publics, des transports, creuse et approfondit le fossé entre salaires fixes et coûts mobiles des marchandises. La confédération syndicale (C.T.P.), contrôlée par des éléments inconditionnels, ne bouge pas et seuls quelques syndicats marginaux s'efforcent, sans bruit, de grignoter l'adversaire.

L'ITINERANT.

Lettre de Bolivie

RÉVOLUTION ET IDÉOLOGIE

Jusqu'en 1952, propriétaires terriens et groupes miniers détenaient effectivement les principales sources de richesse de la Bolivie. La population indienne — 60 % — vivait dans des conditions de servage, fixée sur les terres des hauts plateaux ou dans les vallées, et ne participait en rien à la vie sociétaire, sinon comme principal élément de main-d'œuvre agricole. Une élite d'origine espagnole fournissait le personnel de gouvernement et d'administration des provinces et des villes. Les métis — près du tiers de la population — en lisière de la masse indienne, exerçaient dans les bourgs et dans les centres urbains notamment, le rôle de petite bourgeoisie, en ce sens qu'ils assumaient les fonctions d'encadrement inférieur, s'occupaient de petit commerce, étaient employés dans les administrations. De plus, ils participaient à la vie politique et formaient la troupe pour les luttes électorales ou les mouvements de rue, jusqu'à devenir peu à peu LA classe politique, s'exprimant par la voix du M.N.R., le Mouvement National Révolutionnaire.

Le M.N.R. remporta les élections en 1952, mais les forces traditionnelles du pouvoir lié aux privilèges des groupes agraires et miniers tentèrent d'effacer cette victoire par la violence. La « rosca » — nom donné à l'ensemble des bénéficiaires et défenseurs de l'ordre ancien — livra une dernière bataille et fut écrasée par un mouvement de fond qui comprenait cette fois Indiens et Métis. Le caractère populaire de la révolution de 1952 se manifesta par des mesures sociales immédiates : les terres furent occupées et réparties. Dans les centres miniers et dans les bourgs paysans, des milices furent créées, dotées d'un armement hétéroclite et ancien.

Le pouvoir central détenu par le parti officiel se trouva en grande partie conditionné par l'action paysanne et par l'existence d'une infinité de pouvoirs locaux. Le M.N.R. reconnu et légalisa la réforme agraire spontanément appliquée. Il s'acquitt ainsi l'appui de la masse indienne. Il nationalisa les mines, mais dans ce domaine se trouva rapidement divisé en deux grandes tendances : celle qui voyait dans la nationalisation un moyen de fournir à l'Etat des ressources en devises en même temps que celui de placer dans les bureaux de contrôle et de gestion une bureaucratie de parti, et celle qui déclarait parler au nom des travailleurs des mines et négocier cette représentation pour sa participation au gouvernement.

Dans les brochures éditées par le C.O.B. — centrale ouvrière — une thèse est constamment présentée qui déclare que la révolution bolivienne est l'œuvre des paysans pauvres, des travailleurs salariés et de la petite bourgeoisie et que par conséquent la puissance syndicale doit s'affirmer non comme force autonome, mais comme composante d'une alliance que refléterait la composition du gouvernement. On retrouve dans cette thèse le vocabulaire trotskiste, mais la « gauche » du M.N.R. qu'anime Juan Lechin, le leader des mineurs, la fera sienne. Or, cette conception, séduisante pour des esprits attirés par la politique et les mécanismes du pouvoir, signifiait pratiquement que le mouvement syndical devait être subordonné à la politique gouvernementale et que la C.O.B. ne devait pas s'organiser et se présenter

comme candidate à la gestion et à l'organisation socialiste du secteur industriel.

L'expérience de la nationalisation des mines fut significative. L'énorme bureaucratie qui envahit l'administration minière parlait au nom du gouvernement révolutionnaire, mais ne connaissait pas grand-chose aux problèmes de l'exploitation. Le rapport (1960) du délégué ouvrier au contrôle de la COMIBOL (Corporation minière) est éloquent à cet égard : il explique pourquoi les mineurs, disposés à tous les efforts et à tous les sacrifices au lendemain de la révolution, se replièrent sur une défensive strictement corporative des avantages acquis quand ils se rendirent compte que les nouveaux dirigeants étaient nuls sur le terrain technique, et que leurs erreurs initiales allaient devoir être payées par un surcroît de travail. En même temps, les directeurs, chefs de service et agents divers, incapables d'affronter les questions d'organisation du travail, craignaient les réactions ouvrières, cédaient à la moindre revendication, tremblaient quand se présentait une délégation de travailleurs.

Par ailleurs, les députés « mineurs », bien que n'offrant aucune solution aux problèmes économiques posés par l'effondrement des cours de l'étain sur les marchés mondiaux et par l'inexorable phénomène de l'appauvrissement en teneur des minerais, défendaient leur clientèle en bloc, mineurs de fond comme nouvelle bureaucratie superflue.

La littérature politique avait fini par travestir une situation pourtant évidente, à savoir que les ouvriers des mines étaient présentés comme un des facteurs essentiels de la révolution, mais que ces mêmes mineurs n'avaient aucune possibilité d'intervenir dans l'organisation du travail des mines.

La situation s'est à la fois détériorée et éclaircie avec les années. Le désordre et l'enflure bureaucratique dans les mines appellent des solutions qui ne seront ni ouvrières ni politiques. Techniciens étrangers et experts de groupes financiers proposent une réorganisation générale comme condition préalable à toute aide extérieure. La Fédération des mineurs, dont la direction continue d'être liée aux luttes de fractions au sein du M.N.R., et compte sur l'appui du vice-président — en même temps qu'ambassadeur à Rome — Juan Lechin, se trouve isolée et, faute d'avoir elle-même défini une politique minière, risque d'avoir à se soumettre, après des combats d'arrière-garde menés par les fractions partisans locales.

Tout en continuant à bénéficier du soutien des paysans, la tendance gouvernementaliste de Pas Estenssoro ne peut espérer briser la résistance des mineurs sans recourir à la force, ou du moins à une démonstration de force. Les heurts entre membres du M.N.R. paysans, et membres du M.N.R. ouvriers, ont laissé récemment encore quelques morts sur le terrain. C'est l'armée qui, en définitive, fera pencher la balance ; une armée toute neuve, formée ces dernières années, liée au régime, mais qui, progressivement, apparaît comme l'unique structure solide du nouvel Etat, et ne tardera pas à faire valoir et à faire payer son arbitrage.

L'ITINERANT.

NÉCROLOGIE

La vieille maman de notre « cuisinier » Charbit aura suivi de quelques mois dans la tombe ma mère dont elle était contemporaine. Comme celle-ci, elle avait survécu à de tragiques épreuves au cours desquelles elle avait assisté à la déportation et à la perte d'êtres chers.

Depuis près de dix ans, le plus ancien du « Noyau », avec Rosmer, Louzon et Chambelland, s'impose chaque mois le voyage de Toulouse à Paris. Deux motifs l'amenaient jusqu'en ce dernier mois, sa vigilance filiale et la confection de la « R.P. ». Il ne lui en reste qu'un.

Je suis sûr d'être l'interprète de la grande famille de la R.P., ses collaborateurs, ses amis, pour adresser à Charbit le témoignage de notre gratitude en cette douloureuse circonstance. — R. H.

D'où vient l'argent ?

MOIS DE JUIN 1963

RECETTES	
Abonnements ordinaires	298,35
Abonn. soutien (du 1 ^{er} au 12) ..	132,—
Abonn. soutien (du 13 au 30) ..	70,—
	500,35
Souscription (du 1 ^{er} au 12)	23,—
Souscription (du 13 au 30)	37,—
	60,—
Pour les mineurs	50,—
	610,35
En caisse à fin mai	3.308,12
	3.918,47

DEPENSES	
Frais généraux	211,70
En caisse à fin juin :	
Espèces	61,42
Chèques postaux	3.645,35
	3.706,77
	3.918,47

MOIS DE JUILLET 1963

RECETTES	
Abonnements ordinaires	410,—
Abonnements de soutien	50,—
	460,—
Souscription	78,65
Divers	174,90
	713,55
En caisse à fin juin	3.706,77
	4.420,32

DEPENSES	
Téléphone	93,50
Autres frais généraux	240,60
	334,10
En caisse à fin juillet :	
Espèces	157,82
Chèques postaux	3.928,40
	4.086,22
	4.420,32

MOIS D'AOUT 1963

RECETTES	
Abonnements ordinaires	108,—
Abonnements de soutien	25,—
	133,—
Souscription	55,—
Vente des brochures	4,—
Divers	32,—
	224,—
En caisse à fin juillet	4.086,22
	4.310,22

DEPENSES	
Frais généraux	25,80
En caisse à fin août :	
Espèces	220,62
Chèques postaux	4.063,80
	4.284,42
	4.310,22

LES ABONNEMENTS DE SOUTIEN

Lucien Beaunée (Côte-d'Or), 25 ; Marcel Gonin (Seine-et-Oise), 25 ; Raymond Guilloré (Seine), 30 ; Lopez Varon (Paris), 25 ; Vonau (Paris), 40. — Total : 145 francs (dont 70 du 13 au 30 juin, 50 en juillet et 25 en août).

(Voir la liste des souscriptions en page 3 de la couverture.)

D'où vient l'argent? (suite)

LA SOUSCRIPTION

Raymond Baranton (Paris), 5; Jean-Louis Bureau (Seine), 5; Gallbert Chestier (Cher), 3; Pierre Colonna (Var), 3; Jean Duperray (Loire), 51,65 (cinq versements); Paul Giron (Lot), 3; Guy Héraud (Seine-et-Oise), 5; Engène Kerdudou (Seine-et-Oise), 5; Charles Lebeau (Paris), 5; Michel Lejeune (Seine), 3; Marius Liège (Vienne), 2; Mani (Belgique), 2; René Mathevet (Seine), 3; L. Milhas (Hautes-Pyrénées), 5; Carlos Moragues (Hérault), 5; Armand Murattet (Haute-Garonne), 5; Charles Patat (Paris), 30; Guy Rosé (Paris), 5; Jean Sauzet (Allier), 5; Van Reusel (Belgique), 20. — Total: 170,65 francs (dont 37 du 13 au 30 juin, 78,65 en juillet et 55 en août).

LES FAITS DU MOIS

LUNDI 15 JUILLET. — A Moscou, fin de la conférence sino-soviétique; ouverture de la négociation tri-partite sur l'arrêt des essais nucléaires.

MARDI 16. — Appel commun de la C.G.T. et de la C.F.T.C. contre le projet de loi sur la grève dans les services publics.

MERCREDI 17. — Débrayages contre le projet de loi sur la grève dans les services publics.
A Saigon (Vietnam du Sud) manifestations bouddhistes durement réprimées.

JEUDI 18. — Au Maroc, arrestation des dirigeants de l'Union Nationale des forces progressistes.
A l'Assemblée Nationale la loi sur la grève dans les services publics est votée par 257 voix contre 205; la question préalable posée par les socialistes ayant été écartée par 315 voix contre 146.
A Orly, grève de la navigatin aérienne de 48 heures.
En Italie, grève de 24 heures de 1 million d'ouvriers du bâtiment.

VENDREDI 19. — A Moscou, proposition Khrouchtchev, pacte de non-agression Est-Ouest.
Manifestations paysannes dans le Vaucluse et en Bretagne

SAMEDI 20. — En Syrie sanglante répression des menées nassériennes.

LUNDI 22. — Dominée par la tendance chinoise, la Fédération communiste de Bruxelles exclut un député: Gaston Moullin

MARDI 23. — Accord sur l'aide financière française au Maroc.

MERCREDI 24. — Par 203 voix contre 35, le Sénat repousse la loi sur la grève dans les Services publics.

JEUDI 25. — Signature à Moscou du traité contre les essais nucléaires.
Le Conseil syrien de la Révolution accuse Nasser de crime contre l'unité arabe.
15.000 ouvriers en greve dans les Asturies.
Premier vote de l'Assemblée Nationale sur la loi sur l'objection de conscience, par 204 voix contre 32 et 197 abstentions.
A la Bourse du Travail de Paris, meeting C.G.T., C.F.T.C., F.O. contre la loi sur la grève dans les Services publics.

VENDREDI 26. — Terrible tremblement de terre à Skopje (Yougoslavie).
L'Union Générale des Travailleurs algériens rompt avec la C.I.S.L.
L'Assemblée Nationale vote définitivement la loi sur la grève dans les Services publics.
Renvol du projet sur les objecteurs de conscience.

LUNDI 29. — Conférence de presse du général de Gaulle.

JEUDI 1^{er} AOUT. — Meeting à Pékin contre le traité de Moscou.

VENDREDI 2 AOUT. — En Irak, 4 condamnations à mort pour complot.
Nouvelle grève de 24 heures des officiers de la Marine marchande à Marseille.

SAMEDI 3. — Le « Quotidien du Peuple » de Pékin dénonce le traité de Moscou: alliance soviéto-américaine contre la Chine.

Le Canada fournira environ 5 millions et demi de tonnes de blé à la Chine populaire.

LUNDI 5. — Signature à Moscou du traité sur l'arrêt des expériences nucléaires.

Ouverture à Sofia du congrès international espérantiste.

Constitution du nouveau gouvernement syrien.

MARDI 6. — Débarquement à Haïti d'adversaires armés du président Duvalier.

Complot au Maroc? 30 arrestations parmi les étudiants de gauche.

JEUDI 8. — Le Conseil de Sécurité de l'O.N.U., par 9 voix et les 2 abstentions de la France et de la Grande-Bretagne a préconisé l'embargo total sur les armes à destination de l'Afrique du Sud.

Assassinat à la frontière franco-espagnole de l'anarchiste Capdevilla.

VENDREDI 9. — Signature d'accords entre la France et la Tunisie.

SAMEDI 10. — Actes de sabotages commis dans l'Aude par des viticulteurs.

Congrès européen d'écrivains à Leningrad.

Fin du conflit de la marine marchande.

Arrestation à Rabat du président de l'Union progressiste des étudiants marocains.

LUNDI 12. — Le gouvernement allemand se prononce en faveur de l'accord nucléaire de Moscou.

A Séoul (Corée du Sud) arrestation de l'ancien premier ministre de la junte militaire.

Nouvelle manifestation bouddhiste à Saïgon (Vietnam du Sud).

MARDI 13. — A Genève, accord américano-soviétique sur l'ordre du jour de la Conférence du désarmement.

M. Salazar affirme la volonté du Portugal de garder ses provinces africaines.

En République arabe unie, nationalisation de 240 sociétés industrielles.

Violents incidents à Brazzaville (Congo français).

MERCREDI 14. — M. Ferhat Abbas démissionne de la présidence de l'Assemblée algérienne.

A Madrid, condamnation de deux anarchistes espagnols.

SAMEDI 17. — L'ex-dictateur vénézuélien Perez Jimenez extradé des Etats-Unis.

DIMANCHE 18. — En Belgique, marche flamande sur le littoral.

LUNDI 19. — En Iran, condamnation à mort de 5 dirigeants des émeutes de juin.

La Syrie accuse Israël de masser des troupes à la frontière.

MARDI 20. — Arrivée de M. Khrouchtchev à Belgrade (Yougoslavie).

MERCREDI 21. — Prorogation du protocole de coopération franco-algérienne.

Li martiale proclamée au Vietnam du Sud.

Incidents à la frontière israélo-syrienne.

SAMEDI 24. — Au Vietnam du Sud, agitation parmi les étudiants.

La grève des mineurs espagnols s'étend au bassin du Léon.

Démision en Norvège du gouvernement socialiste au pouvoir depuis 1945.

DIMANCHE 25. — Violent engagement à la frontière israélo-jordanienne.

LUNDI 26. — Arrestation d'une centaine d'étudiants au Vietnam du Sud.

Enlèvement du joueur de football Di Stefano par les insurgés castristes du Vénézuéla.

MARDI 27. — L'Assemblée algérienne vote la Constitution, qui confère un rôle officiel au F.L.N.

MERCREDI 28. — Le Parti Communiste de Corée du Nord contre Moscou.

A Washington, plus de 100.000 manifestants Blancs et Noirs contre la ségrégation, les représentants reçus par le président Kennedy.

JEUDI 29. — Le Congrès américain vote une loi décidant l'arbitrage obligatoire dans le conflit du rail.

Déclaration du général de Gaulle sur le conflit au Sud-Vietnam.

SAMEDI 30. — Démission du gouvernement finlandais.

Manifestation pro-gouvernementale à Saïgon

LA CHINE

prétend reprendre
des mains défaillantes de la Russie
le flambeau de la Révolution

On ne comprend
la politique présente d'un peuple
qu'en connaissant
son histoire passée.

C'est pourquoi il vous faut lire :

LA CHINE

Ses trois millénaires d'histoire

Ses cinquante ans de révolution

par **R. LOUZON**

PRIX : 4 Fr.

Adresser les commandes et leur montant à la

Révolution prolétarienne

14, rue de Tracy, Paris-2°. Ch. post. 733-99 Paris